

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

Géopolitique et stratégie

N° 431 du 06.02

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

1-1 Silvia Cattori : Israël se sert des négociations de paix pour faire la guerre.

1-2 Sur-représentation sioniste au sein du cabinet Obama (1& 2)

1-3 Les donneurs de leçons.

1-4 Ilan Pappé : De la solution à un seul Etat et d'une illusion dangereuse et ne débouchant sur rien.

1-5 [Gideon Lévy](#) : Comme on tuerait un chat.

2 Déclaration, [courrier des lecteurs](#) & témoignage

2-1 Manlio Dinucci ; Une pluie de bombes-flèches sur la Bande de Gaza.

2-2 Des milliers de Palestiniens à Gaza vivent sous la tente.

2-3 Les écoles de Gaza durement frappées par les raids israéliens.

2-4 Michele Giorgio : Inscriptions racistes de Tshal, traitements inhumains des prisonniers : la « mission Mitchell »

3 Annexe

3-1 Une base de données israélienne secrète révèle l'ampleur de la colonisation illégale.

3-2 Hamas : Son histoire de l'intérieur (15)

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Silvia Cattori : Israël se sert des négociations de paix pour faire la guerre.

La diplomatie à l'âge de la barbarie

Où allons-nous ?

Vers quel ensauvagement ?

Face aux atrocités perpétrées par l'Etat d'Israël, nous ne pouvons rester passifs et silencieux.

Aussi, face aux mensonges et aux complicités de nos gouvernements avec des crimes étatiques, il est de notre devoir d'informer, de chercher le vrai et de le répandre.

5 février 2009 |

[Bombes au phosphore blanc sur une école de l'UNRWA à Beit Lahiya, le 17 janvier 2009](#)

Lettre ouverte à Madame Micheline Calmy-Rey, Cheffe du Département fédéral des affaires étrangères de la Confédération helvétique

Madame la Conseillère Fédérale,

Tout au long de l'offensive israélienne contre Gaza, vos positions, calquées sur les positions immorales et illégales adoptées par les élites occidentales, n'ont nullement contribué à assurer la justice et la protection des victimes [1].

Alors que tout le monde a pu constater qu'Israël atteignait, jour après jour, des sommets dans la barbarie ; et, une fois ses troupes retirées, que leurs crimes dépassaient toute imagination, vous avez continué de maintenir les mêmes positions fallacieuses, mettant les deux parties sur le même plan.

Il a fallu que ce soit le président du CICR, Jakob Kellenberger - manifestement choqué par l'abandon et la détresse dans lesquels nos élites politiques ont laissé la population de Gaza - qui sorte de sa traditionnelle réserve, pour affirmer qu'il n'est plus possible de « se limiter à des discours humanitaires qui évacuent les vraies questions » et demander aux Etats « combien de morts faudra-t-il encore ? » [2] avant qu'il soit mis fin à cette scandaleuse immunité internationale.

Durant ces 23 terribles jours où nous regardions avec des yeux horrifiés les bombardiers israéliens larguer des missiles sur des immeubles remplis d'enfants, et suffoquions à la pensée des souffrances atroces qui leur étaient infligées, à eux et à leurs parents incapables de les protéger, il nous a été très douloureux de vous entendre tenir les mêmes propos fallacieux que les grandes puissances, parties prenantes de la politique raciste qui, depuis 1948, permet à Israël de massacrer et d'expulser des Arabes hors de chez eux, en toute impunité.

Alors qu'Israël, fort d'un armement sophistiqué, d'avions F-16, d'hélicoptères Apache, de drones, de chars Merkava, de navires cuirassés, a mené une guerre contre des civils, alors qu'il était devenu urgent de lutter pour stopper cette entreprise criminelle, et que votre mission aurait été de la condamner sans ambiguïté, vous avez continué de tenir un langage diplomatique qui revenait à partager les responsabilités.

Un langage d'une lâcheté affligeante car il persistait à mettre l'agressé sur le même plan que l'agresseur, détachant ainsi de son contexte cette attaque israélienne, d'une cruauté sans précédent, mais qui n'était que la continuation de la politique sioniste fondée sur l'épuration ethnique, les destructions, la déshumanisation, le massacre des natifs Palestiniens, pratiquée par Israël depuis 1948.

Fin janvier, dans une réponse à une citoyenne, vous repreniez cette description trompeuse en disant : « Lors du conflit, la Suisse a condamné les tirs de roquettes lancés à partir de la bande de Gaza sur des villes israéliennes par des militants palestiniens, comme elle a exprimé sa condamnation de l'opération militaire disproportionnée menée par l'armée israélienne » [3].

Cette pseudo impartialité est profondément choquante car elle garantit à Israël la continuation de l'impunité internationale dont il jouit depuis 1948. Il n'est pas admissible qu'après de si nombreux et alarmants carnages de civils, vous puissiez continuer à qualifier de « conflit » une agression militaire massive, sauvage, menée par une puissance étatique contre des gens sans défense ; ce qui revient à couvrir l'agresseur et à renvoyer Israël et le Hamas dos à dos. Donc à mettre sur le même plan l'écrasement sous les bombes d'une population misérable cadennassée par Israël, et les tirs de roquettes rudimentaires de résistants démunis.

Aucun gouvernement ne peut ignorer que, depuis 60 ans, d'un massacre à un autre, sous prétexte d'auto-défense, Israël poursuit toujours le même projet d'expropriation de la terre appartenant aux Palestiniens. Avec des moyens de plus en plus meurtriers.

Aucune armée, en possession de moyens de destruction aussi massifs, ne s'en est jamais si abondamment servie pour tuer, en peu de temps, intentionnellement, le plus possible de civils.

Aucune armée n'a jamais déversé, en un temps aussi restreint, plus d'un million de tonnes de bombes et d'explosifs sur un territoire si densément habité.

Aucune armée n'avait jamais fait usage de bombardiers pour terroriser, tuer intentionnellement, en quelques minutes, 250 civils, en mutiler gravement 700 autres. Des civils qui ne combattaient pas mais vquaient à leur

occupations. Parmi eux, des policiers nouvellement recrutés qui prêtaient serment [4] et des fillettes qui se rendaient à l'école.

Cela n'eut pas été possible sans la complaisance de nos Etats. Déjà avant ce carnage, le politologue palestinien Omar Barghouti s'alarmait en ces termes de la réalité sur le terrain : « *Israël est en train de commettre, dans les territoires occupés de Gaza et de Cisjordanie, y compris Jérusalem, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre en utilisant une méthode très graduelle, sophistiquée et masquée, destinée à faire accepter sans bruit, son nettoyage ethnique au coup par coup* » [5].

Tel Aviv avait clairement indiqué, bien avant le début de son offensive meurtrière du 27 décembre 2008, son intention de frapper très fort, et de faire de nombreuses victimes civiles. Son intention criminelle était donc connue de toutes les chancelleries. Pourquoi n'être pas intervenu avant que ce carnage ne se produise, pour tenter de le prévenir ?

Aujourd'hui, alors qu'en 23 jours 1340 civils ont été intentionnellement visés, dont un tiers d'enfants ; alors que 100'000 civils ont été jetés hors de leurs maisons et 50'000 immeubles ont été rasés ou endommagés par l'armée israélienne, n'est-il pas temps d'élever enfin la voix ?

Selon les principes qui régissent le droit de la guerre, Convention de la Haye de 1945 et Convention de Genève de 1949, les civils doivent être épargnés ; ils ne doivent pas être visés intentionnellement. Tuer intentionnellement des civils, sous occupation, et détruire intentionnellement leurs habitations, constitue un crime de guerre.

« *Combien de morts faudra-t-il encore ?* » a demandé M. Kellenberger. Oui, combien en faudra-t-il encore pour que la Suisse, dépositaire des Conventions de Genève, condamne enfin clairement ces violations massives du droit international ? Combien de tués, d'invalides, de mutilés, d'enfants amputés, l'armée israélienne pourra-t-elle encore accumuler, pour que vous-même, Madame, demandiez de soumettre Israël au boycottage, c'est-à-dire aux mêmes sanctions qui avaient été appliquées au régime d'apartheid en Afrique du Sud, et de couper avec lui tout lien économique, culturel et diplomatique ?

Richard Falk, rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, a maintes fois dénoncé le « *siège maintenu dans toute sa sauvagerie par Israël contre Gaza (...)* » et appelé la communauté internationale à « *mettre en œuvre la norme reconnue de 'la responsabilité de protéger' une population civile qui est punie collectivement par des politiques qui s'assimilent à un crime contre l'humanité* ».

Depuis 2005, Israël a multiplié les menaces et les agressions contre la population de Gaza [6]. Mais, à aucun moment, nous n'avons entendu le Département fédérale des affaires étrangères (DFAE) exiger d'Israël la cessation de ses bombardements meurtriers afin que le droit que vous invoquez fût respecté. Ni aucune réaction alarmée quand, en mars 2008 - après les attaques de l'armée israélienne qui avaient tué et mutilé des centaines de civils dans les camps de réfugiés de Beit Hanoun et Jabaliah - le vice ministre de la Défense Matan Vilnai, avait déclaré que, la prochaine fois, Israël ferait une « *Shoa* » d'une plus grande ampleur [7].

Israël annonce toujours ses massacres longtemps à l'avance. Question de tester la réaction des Etats amis. Comme ces derniers n'élèvent jamais aucune protestation sérieuse, son Etat-major sait qu'il a les mains libres. Ce qui a conduit, le 27 décembre 2008, à la « *Shoa* » annoncée par Vilnai.

Quand vous dites : « *En tant que dépositaire et partie contractante des Conventions de Genève, la Suisse concentre ses efforts, dans ce conflit, sur le respect intégral du droit international humanitaire et sur l'aide humanitaire* » [8], cela sonne faux aux oreilles de toutes les victimes mises face à l'irréparable.

Le respect du « *droit humanitaire* », Madame, devrait être de protéger les victimes quand il est encore temps en empêchant Israël de poursuivre sa politique génocidaire.

Les victimes qui vous entendent parler de « *paix* » et de « *droit humanitaire* » ne sont pas dupes ; elles se disent que ce qu'elles ont subi, une fois de plus, à Gaza, n'aurait jamais pu se passer, si notre pays, qui a un rôle particulier touchant le respect des Conventions de Genève, avait été juste, sincère, honnête à leur égard ; et ne trompait pas l'opinion avec des formules vides ou des illusions autour de l'« *Initiative de Genève* » et « *deux Etats* ».

Israël a tué la solution de « deux Etats » depuis longtemps

Les colonisateurs juifs n'ont jamais autant annexé de terre et massacré que depuis que les négociations et les prétendues « *Initiatives de paix* » promues à grands frais se sont multipliées.

Par ses bains de sang récurrents, l'armée israélienne entend rappeler aux Palestiniens, qu'il n'y aura jamais de Palestine. Qu'il n'y aura jamais « *deux Etats* » non plus.

Les négociations d'Oslo qui devaient conduire à « *deux Etats* », entamées en 1993, n'ont apporté que plus d'oppression et de malheurs aux Palestiniens. Ces négociations ont été exploitées par Israël pour poursuivre son projet de colonisation, d'épuration ethnique et de massacres. Ceci démontre que le sinistre projet sioniste visant à la conquête totale de la Palestine demeure intact.

En effet, pendant que les négociateurs de l'Autorité palestinienne se laissaient « *acheter* » par les financements de l'Union européenne - et de la Suisse dans le cas de Abed Rabbo - et se laissaient entraîner dans de prétendues « *négociations de paix* » qui donnaient au monde l'illusion que la paix était proche, Israël accélérait son projet d'annexion, d'emprisonnement des Palestiniens et de massacres, sous prétexte que la paix était menacée.

Dans ce contexte, continuer de promouvoir l'« *Initiative de Genève* », que le peuple palestinien avait largement refusé dès 2002, est une aberration. Continuer de dire que « *Les négociations en vue de la création d'un État palestinien viable, vivant côte à côte (...)* sont la seule voie pouvant conduire à un règlement durable du conflit » [9], est une aberration.

On ne demande pas à celui qui a le couteau sous la gorge de négocier. On demande à celui qui le menace et détient la force de commencer par se retirer. Ensuite, sur un pied d'égalité, on peut négocier. La seule manière honnête et sincère d'aider les Palestiniens est d'exiger la fin de l'occupation israélienne, c'est-à-dire le retrait de l'occupant, comme préalable à toute négociation.

« *L'engagement logistique et financier* » de votre Département « *dans l'Initiative de Genève* » ne se justifie pas, contrairement à ce que vous affirmez.

L'Initiative de Genève que vous continuez de promouvoir, n'a jamais provoqué que rejet au sein de la société palestinienne. Un rejet total.

Quand vous receviez à grand frais 700 invités pour célébrer ces « Accords de Genève », en Palestine les gens manifestaient et brûlaient le drapeau suisse en signe de protestation. Je parle de ce que je connais ; j'étais à Naplouse [10]. L'armée israélienne se livrait alors à une opération meurtrière appelée « Eaux stagnantes ». J'ai assisté à des exécutions sommaires. A des massacres d'enfants. Vous n'aviez rien dit.

Continuer de dire aux citoyens que « *l'Initiative de Genève a rendu évident la nécessité de présenter une alternative politique et que le plan de désengagement de la bande de Gaza et du Nord de la Cisjordanie du gouvernement israélien a été adopté dans un contexte d'approbation croissante des paramètres de l'Initiative de Genève par l'opinion publique* » [11] est complètement extravagant. De quel désengagement de la bande de Gaza et du Nord de la Cisjordanie parlez-vous ? Cela ne se rapporte à rien de concret !

L'Initiative de Genève patronnée par le DFAE, et tout le débat autour de la paix qui s'en est suivi, ont créé un rideau de fumée dont Israël a profité pour poursuivre son projet criminel.

Israël s'est servi des négociations de paix comme couverture à sa politique d'épuration et d'annexion des 20 % restants de la Palestine historique. Il convient de stopper son machialévique projet.

Les Palestiniens insistent pour dire qu'ils ne veulent ni notre pitié ni notre aide humanitaire, mais qu'on leur donne les moyens d'obtenir la liberté de sortir de leur ghetto, et que la responsabilité de ceux qui ont commis des massacres contre leur peuple soit clairement désignée.

La communauté internationale doit « *tenir Israël pour responsable de ses actes au regard du droit international* » rappelait récemment Omar Barghouti qui ajoutait :

« *Obligations morales et juridiques mises à part, il n'y a aucun sens à ce que les contribuables européens et américains continuent de subventionner l'occupation israélienne illégale en payant la note de ses violations du droit international et de sa destruction aveugle des projets qu'ils ont eux-mêmes financés.*

Aussi nécessaire qu'elle soit aujourd'hui à Gaza, sans l'application effective d'une pression politique, économique, et diplomatique sur Israël pour qu'il mette fin à son occupation et à ses autres formes d'oppression, l'aide humanitaire ne peut être comprise autrement que comme une subvention à l'opresseur qui perpétue son impunité.

Les Palestiniens ont, par-dessus tout, besoin de solidarité, pas de charité. »

Il est temps de se servir de tous les moyens offerts par la diplomatie pour s'attacher à prévenir les futurs carnages. Aussi il est temps d'écouter la voix de ces Palestiniens honnêtes et sincères qui ne se servent pas de leur noble cause pour satisfaire leurs intérêts personnels ou collaborer avec l'occupant.

Faute de quoi, le cycle de violences et de massacres, en Cisjordanie et à Gaza, les bouclages et les barrages militaires humiliants, les rafles quotidiennes, les exécutions extrajudiciaires, les arrestations, les tortures, tout cela va continuer.

Silvia Cattori

[1] Voir :

« Nous pressons nos gouvernements de mettre immédiatement fin au carnage », par Silvia Cattori, *Mondialisation*, 7 janvier 2009.

« Gaza : Les leçons d'un carnage », par Silvia Cattori, *Mondialisation*, 13 janvier 2009.

« Gaza : Une diplomatie complice du carnage », par Silvia Cattori, *Mondialisation*, 19 janvier 2009.

[2] « Combien de morts faudra-t-il encore à Gaza ! », par Pierre Ruetschi, quotidien *24 Heures*, 2 février 2009.

[3] Cette citation se réfère à votre réponse du 28 janvier 2009 à une citoyenne de Neuchâtel qui vous avait interpellée le 28 décembre 2008.

[4] Dans un article daté du 28 décembre 2008 et intitulé « Most casualties were non-combatants, civilians », le *Centre Al Mezan* pour les droits de l'homme soulignait : « *que, selon le droit international, des policiers qui ne prennent pas part aux hostilités ne peuvent être considérés comme des objectifs militaires et ne doivent pas être délibérément visés* ».

[5] Voir : « Davantage d'action politique en-dehors de la Palestine ! », par Silvia Cattori, *Mondialisation*, 27 janvier 2009.

[6] Voir :

« Le Hamas incarne la résistance d'un peuple colonisé », par Silvia Cattori, *silviacattori.net*, 29 décembre 2008.

« Gaza meurt dans l'indifférence, au su et au vu du monde », par Silvia Cattori, *Mondialisation*, 4 juin 2008.

« Les soldats d'Israël ont fait de Gaza un tombeau », par Silvia Cattori, *silviacattori.net*, 21 avril 2008.

« Le ghetto de Gaza raconté par ceux qui y sont enfermés », par Silvia Cattori, *Mondialisation*, 1er février 2008.

« Gaza : Chaque Palestinien est une cible pour l'armée israélienne », par Silvia Cattori, *silviacattori.net*, 19 janvier 2008.

« Gaza : Sortir le drapeau blanc ne suffira pas », par Silvia Cattori, *silviacattori.net*, 18 janvier 2008.

« Palestine : Les ravages d'un boycott criminel », par Silvia Cattori, *Mondialisation*, 14 mai 2007.

« [Beit Hanoun : « Ils tirent sur tout ce qui bouge »](#) », par Silvia Cattori, *silviacattori.net*, 3 novembre 2006.

« [Gaza : Israël mène une guerre de purification ethnique](#) », par Silvia Cattori, *silviacattori.net*, 2 août 2006.

« [Le retrait de Gaza : une nouvelle occasion d'épuration ethnique](#) », par Silvia Cattori, *silviacattori.net*, 24 janvier 2006.

[7] Voir : « [Israel threatens to unleash « holocaust » in Gaza](#) », par James Hider, *Times Online*, 1er mars 2008.

[8] Voir note (3).

[9] Voir note (3).

[10] Voir :

« [Les « Accords de Genève » vus de Naplouse](#) », par Silvia Cattori, *silviacattori.net*, 1er décembre 2003.

« [Un plan de paix sur fond de sang et de larmes](#) », par Silvia Cattori, *silviacattori.net*, 5 décembre 2003.

[11] Cette citation se réfère à votre réponse du 13 janvier 2006 à une citoyenne de Neuchâtel qui vous avait interpellée à ce sujet.

1-2 Sur-représentation sioniste au sein du cabinet Obama (1° & 2)

Les noms et (personnages) désignés par Obama afin d'occuper des postes clés de décision à la Maison Blanche et des postes éminents dans l'équipe de stratèges se sont d'ores et déjà transformés en une instance historique révélatrice inédite de la composition clairement « judéo-sioniste » du pouvoir impérial des Etats-Unis qui se trouvait jusqu'alors dissimulée derrière une fausse alternance de démocrates et républicains dans la gérance impériale de Washington.

Première partie

Obama et la visite incontournable et impérative au mur des lamentations à Al Qods (Jérusalem) alors qu'il était candidat à la présidence des Etats-Unis.

Une partie de l'électorat américain sera surprise lorsqu'elle découvrira qu'elle n'a pas voté pour un noir (en réalité métis) mais pour un blond qui n'a rien à voir avec ce « changement historique » promis lors de la campagne ; c'est même tout le contraire.

L'échange du noir (Obama, président en titre élu) contre le blond (Clinton, le pouvoir politique dans l'ombre) s'est d'ores et déjà transformé en une instance historique révélatrice inédite de la composition clairement « judéo-sioniste » du pouvoir impérial qui se trouvait jusqu'alors dissimulée derrière une fausse alternance de démocrates et républicains dans la gérance de la Maison blanche.

La réalité est accablante. La majorité des fonctionnaires qui vont intégrer le cabinet Obama sont des acteurs reconnus du lobby sioniste financier juif de New York et appartenaient au gouvernement de l'ex président Clinton. A présent, la composition exclusivement « clintonienne » de l'équipe d'Obama sonne déjà tel un scandale dans les cercles de pouvoir à Washington, bien que la presse américaine fasse « celle qui ne comprend pas » et préfère parler de « défi » que devra surmonter le président élu face à la crise financière.

Comme un goût de Clinton

En examinant de plus près la liste des nouveaux membres de l'équipe du gouvernement du président élu des Etats-Unis, Barack Obama, on se rend compte que la quasi-totalité des nommés ont une relation avec l'administration de l'ex-président Bill Clinton (1993-2001), affirme la chaîne britannique BBC, premier média international qui montre la future présidence d'Obama comme un « recyclage » de l'ère « clintonienne ».

Dans les usines et les centres de pouvoirs américains, la conformation de l'équipe du gouvernement de Barack Obama est déjà perçue comme un « retour » de l'ex administration Clinton qui gouverna les Etats-Unis pendant deux périodes cruciales identifiées comme la « bulle » financière et l'expansion du « libre commerce » à échelle globale.

« Depuis le chef du cabinet Obama, Rahm Emanuel, ex-conseiller de la Maison Blanche pendant le dernier mandat démocrate, jusqu'à l'ex- Première Dame et sénatrice de New York elle-même, Hillary Clinton, nommée secrétaire d'Etat, la majorité de la dream team d'Obama est marquée par Bill Clinton dans sa carrière politique », soutient la BBC.

Eric Holder, bientôt à la tête des finances, fut sous-secrétaire du Ministère de la Justice sous Bill Clinton, Larry Summers travailla comme secrétaire du Trésor Public sous le même Président et il est à présent à un poste clé de l'équipe économique d'Obama. John Podesta, directeur de son équipe de transition, fut le chef du personnel de la Maison Blanche et conseiller de Clinton pendant plus de dix ans, précise la chaîne.

Bill Richardson, secrétaire à l'énergie et ambassadeur à l'ONU pendant l'administration Clinton, est également bien placé pour le poste de secrétaire au commerce.

Janet Napolitano, (sioniste pro-Israël de la lignée de Nancy Pelosi, présidente de la Chambre des Représentants), gouverneur de l'Arizona, certainement remplaçante de Michael Chertoff au département de la Sécurité Nationale, fut nommée par Clinton à son premier poste politique en 1993 et Greg Craig, prochain avocat de la Maison Blanche, défendit avec succès le président lors de son procès de destitution suite au scandale Monica Lewinsky.

Un des principaux conseillers de Clinton, David Axelrod, occupera le même poste que celui qu'occupait Karl Rove jusqu'il y a quelques mois dans l'administration républicaine et grâce auquel il gagna le quolibet de « cerveau » de Bush.

Lors d'une conférence de presse à Chicago, Obama annonça la nomination de Peter Orszag comme directeur du bureau des budgets de la Maison blanche. Orszag, 39 ans, était jusqu'alors directeur du bureau de la gestion du

budget du congrès et fut conseiller de l'ex président Bill Clinton. La BBC affirme que nombreux sont ceux qui se demandent pourquoi Obama recherche autant de « Clintonistes recyclés », y compris une Clinton en chair et en os, après deux ans de campagne contre la « culture politique de Washington » et après une bataille féroce contre la sénatrice Hillary Clinton.

En réalité (et selon l'information qui circule à Washington) Obama n'a pas voté pour Clinton (le mari de sa rivale pendant les présidentielles) mais il obéit au lobby sioniste libéral qui finança sa campagne et fit de lui le « phénomène Obama ».

Hillary Clinton fut la « candidate aux présidentielles » à l'origine du lobby, qui n'a choisi Obama que lorsqu'elle a commencé à chuter dans les sondages. Si Hillary gagnait, Bill Clinton allait perdre le pouvoir.

Le triomphe d'Obama ne modifia en rien la stratégie centrale : Bill Clinton, le président qui a le plus de succès auprès du lobby de la banque de New York, fera jouer son influence et orientera les décisions au sein du nouveau cabinet composé majoritairement de ses anciens fonctionnaires.

Bill Clinton fut l'architecte de la « bulle financière », il pilota l'expansion des affaires dans l'ex « rideau de fer », et il laissa la voie libre à Bush pour commencer l'ère de la « guerre anti-terroriste » et des guerres de conquête du pétrole au Moyen Orient et en Eurasie. Pendant l'ère Clinton, « l'ouverture des marchés » dans l'ex espace soviétique s'est installée : les banques et corporations capitalistes se sont étendues dans les ex républiques socialistes et se sont emparées de leurs marchés et de leurs ressources naturelles (y compris les réseaux d'oléoducs de gaz et de pétroles) ôtant son pouvoir économique à la Fédération russe.

L'administration Clinton, alliée de l'OTAN, compléta la stratégie de « prise des marchés » par une politique d'occupation des ex espaces soviétiques par le biais de conspirations putschistes qui installèrent des gouvernements « pro-occidentaux » dans les républiques socialistes. De plus, elle consolida sa stratégie géopolitique militaire dans la région par le bombardement et la dislocation de l'ex Yougoslavie, et elle installa les bases de l'expansion au Moyen Orient par les bombardements préventifs en Irak.

Tout le monde se demande (remarque la chaîne BBC) quel sera le rôle de Bill Clinton, qui, sans charge officielle et avec assez de temps libre, a déjà causé des maux de tête à Obama avec ses commentaires. Par ailleurs, il sera le principal conseiller d'Hillary Clinton si elle parvient à être secrétaire d'Etat.

« La nouvelle administration Obama », « l'ère Clinton : deuxième partie ? », « la bande à Clinton de retour », « Clinton + Obama = quel cinéma ! », sont autant de titres qui commencent à circuler dans Washington.

Dans la blogosphère, source clé de soutien pour Obama

vendredi 6 février

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=6054

Sur-représentation sioniste au sein du cabinet Obama (2^o)

Le recyclage du lobby sioniste

Mais si les presses européennes et américaines, y compris la presse républicaine, relèvent déjà avec « ironie » l'évidente influence de Bill Clinton au sein du gouvernement Obama, elles oublient de dire (pour la bonne raison qu'elles font partie du système) que les postes clés du cabinet seront occupés par des acteurs reconnus du lobby sioniste qui contrôle le Trésor Public, la Réserve Fédérale et tous les ressorts stratégiques du pouvoir impérial américain.

La preuve accablante des faits est plus forte que la manipulation médiatique qui tente de générer une attente de « changement » dans la politique impériale. La réalité montre qu'Obama s'est finalement laissé emprisonner par la logique du pouvoir sioniste : Joseph Biden, vice-président (contrôle du lobby sur la Maison Blanche), Rahm Emanuel, chef du cabinet (contrôle du lobby sur l'environnement d'Obama), Timothy Geithner, secrétaire du Trésor Public (contrôle du lobby sur le système de la Réserve Fédérale), et Hillary Clinton, secrétaire d'Etat (contrôle du lobby sur la politique extérieure).

Le plus haut niveau de décision politique, les postes de l'exécutif et l'entourage du président, le plus haut niveau de décision économique financière et l'exécution de la politique extérieure (le cœur de l'empire) vont se retrouver entre les mains d'acteurs du lobby juif sioniste (en version libérale) de la « grande pomme » bancaire de New York.

En résumé, la Maison Blanche (le pouvoir politique), le Trésor Public (le pouvoir financier), le Département d'Etat (le pouvoir impérial) et le Pentagone (le pouvoir militaire qui restera aux mains de Robert Gates) répondront aux intérêts stratégiques du lobby juif qui gouvernera les Etats-Unis auprès d'Obama telle la « cerise sur le gâteau ». Autre « poids lourd » du lobby, l'ex chef de la Réserve Fédérale américaine Paul Volcker se chargera de diriger dans la future administration de Barack Obama un nouveau conseil en matière économique créé spécialement afin de stabiliser les marchés financiers en pleine crise internationale, selon l'information de mardi du Wall Street Journal.

D'après des sources démocrates, le journal ajouta que l'économiste de l'Université de Chicago et conseiller de campagne Austan Goolsbee, autre acteur notoire du lobby, deviendra le directeur exécutif de cette commission. Par ailleurs, lundi dernier, le président élu des Etats-Unis, Barack Obama, confirma la rumeur qui circulait déjà depuis quelques jours : Tim Geithner (futur secrétaire du Trésor Public) et Larry Summers dirigeront l'équipe qui devra faire face à une crise économique aux « proportions historiques ».

Le nom de Summers, 53 ans et ex président de l'Université de Harvard, apparaît également pour le remplacement de Ben Bernanke à la fin de son mandat à la Réserve Fédérale en 2010. A la différence de

Geithner, Summers n'aura pas à subir le processus de confirmation du sénat avant de devenir officiellement le conseiller du président. « Le vice-président élu, Joe Biden et moi-même avons formé une équipe lucide et habile afin de stabiliser notre économie, créer des emplois et remettre l'Amérique sur la bonne voie », affirma Obama pendant sa deuxième apparition face aux médias à Chicago depuis la nuit électorale du 4 novembre.

De plus, Obama annonça que le professeur de Berkeley Christina Romer, autre sioniste du cercle des démocrates, sera à la tête du Conseil des Consultants Economiques de la Maison Blanche tandis qu'une autre actrice du lobby, Melody Barnes, ex vice présidente du « réservoir de pensée » libérale Center for American Progress, sera la directrice du Conseil de Politique Domestique. De même, Warren Buffet et Georges Soros, acteurs historiques et gourous emblématiques du lobby juif sioniste new-yorkais occupent des postes de « conseillers phares » dans le cercle qui entoure Obama.

Un acteur médiatique du sionisme, le président de Time-Warner, Richard Parsons (connu pour être le contact d'Obama à la CNN), a de grandes chance de faire partie de l'équipe de stratèges du président.

Parsons, le président de Times-Warner Inc, propriétaire de la chaîne de télévision CNN, est également directeur de Citigroup, un des grands bénéficiaires du rachat financier que poursuivra l'administration Obama. Mais la « grande trilogie » du lobby financier qui contrôle Obama est composée de Timothy Geithner, Lawrence Summers et Robert Rubin, stratège favori de Bill Clinton. Le Trésor Public, colonne vertébrale du sionisme financier qui (avec la Réserve Fédérale) contrôle l'empire américain, sera occupé par Timothy Geithner, actuel président de la stratégique Réserve Fédérale de New York où se trouvent les maisons mères des 100 principales banques et entités financières des Etats-Unis.

Obama a déjà décidé de nommer Geithner, 47 ans, comme secrétaire du Trésor Public, tandis que Lawrence Summers, 53 ans, sera le directeur du Conseil Economique National de la Maison Blanche, d'après les affirmations, samedi dernier, d'un membre de l'équipe de transition.

Les deux furent membres du gouvernement de Bill Clinton, et intégrèrent avec Robert Rubin, les lignes stratégiques du plan « d'ouverture économique et de libre marché » qui finit par configurer le règne de la spéculation financière à échelle globale.

Aussi bien Geithner que Summers et Rubin représentent le niveau le plus haut du lobby sioniste bancaire à New York et leur nomination au côté d'Obama est le signe le plus clair que le lobby compte bien privilégier le secteur financier en crise en priorité.

Summers, qui fut le secrétaire du Trésor Public du temps de Clinton, mit en place pour Obama sa stratégie de « réponse à la crise financière » durant la campagne, et jouera un rôle déterminant en élaborant la politique économique et en coordonnant les conseillers du gouvernement.

Geithner, l'actuel président de la Réserve fédérale de New York où se trouvent les grands poulpes géants bénéficiaires du plan de rachat financier de 700 000 millions de dollars de Bush, sera le successeur de Paulson. La réserve fédérale des Etats-Unis et le Département du Trésor Public viennent d'approuver un second plan de rachat financier pour un montant de 800 000 millions de dollars avec le but d'acheter des actifs hypothécaires et afin de réactiver les marchés de crédits à la consommation dont « héritera » Obama.

Ce plan de rachat, le second approuvé par l'administration du Président George W. Bush après une première enveloppe de 700 000 millions de dollars se divise en deux parties : 600 000 millions de dollars pour l'achat d'actifs hypothécaires et les autres 200 000 millions afin d'avaliser les crédits à la consommation.

Dans ce scénario, Timothy Geithner poursuivra le plan de « crise » de Bush de rachats des entités en faillite et qui donna lieu à un formidable coup financier des banques privées du système de la Réserve Fédérale (dirigée par la Réserve de New York).

Obama et Israël : une pure et simple allégeance aux intérêts sionistes ?

La présence de Geithner comme nouveau secrétaire du Trésor Public est la preuve irrévocable de la continuité du plan de rachat financier de Bush (et du macro coup financier qu'il implique) pendant la gestion d'Obama.

Avec Geithner, comme secrétaire du Trésor Public, il se peut, et ce avec la garantie de l'Etat américain, que l'ensemble des banques privées qui forment la Réserve Fédérale poursuivront leur activité (dans le cadre du schéma fonctionnel du « super-rachat » entrepris par le Gouvernement Fédéral) telles des supra entités prestataires qui brassent des milliards destinés à faire des affaires (encore des milliards) avec les cadavres laissés par l'effondrement financier aux Etats-Unis.

Mais, comme le souligne la presse américaine, Obama prévoit d'élever encore plus le montant du « rachat » (ou du coût financier).

Selon le Wall Street Journal, des congressistes du parti Démocrate américain étudient la possibilité de mettre leur veto à un plan de « stimulation économique » de plusieurs milliards de dollars élaboré par Geithner et Summers par lequel le gouvernement Obama tentera de « sortir le pays de la récession » .

Comme c'est déjà le cas avec le plan Bush-Paulson, le « plan de stimulation » d'Obama centre son axe fonctionnel dans la normalisation du secteur financier avec l'objectif de restaurer l'économie en crise.

La Présidente de la Chambre des Représentants des Etats-Unis, Nancy Pelosi, souligna que les économistes de l'équipe d'Obama suggérèrent la nécessité d'adopter un plan d'une valeur de « centaines de milliards » de dollars.

Bien entendu, ni la presse conservatrice ni les usines républicaines ne révèlent ce « détail » (du macro coût financier capitaliste de la crise) lorsqu'ils critiquent Obama lui reprochant d'avoir fait de son cabinet le « retour de Bill Clinton ».

dimanche 8 février 2009 - 06h:55

1-3 Les donneurs de leçons.

Après avoir piétiné la démocratie du peuple palestinien en boycottant le gouvernement élu démocratiquement, après avoir affamé les Palestiniens et divisé leurs représentants, Américains (US) et Européens (UE) parlent encore de la démocratie et prêchent pour « l'unité des Palestiniens afin de trouver une solution aux problèmes existants » ! Cependant, ils insistent sur « la légitimité » de Abbas pour mener les négociations. Or, en dehors du fait que ce dernier ne représente plus que lui-même et quelques uns de ses collabos, son mandat est déjà expiré depuis le 9 janvier 2009, et donc son maintien au poste est illégitime. En réalité, ces allers et retours des représentants de l'UE et des USA, soi-disant pour trouver une solution à la paix, ne sont que de la poudre aux yeux. Toutes ces manoeuvres ne sont que des pertes de temps pour les Palestiniens et un gain de temps pour Israël dont l'objectif est de permettre à ce dernier de s'emparer encore d'autres terres palestiniennes et acculer les Palestiniens qui résistent encore à accepter le fait accompli.

Israël et ses protecteurs vantent « l'interlocuteur sérieux », autrement dit Abbas, comme pour écarter d'emblée les mouvements de la Résistance de toute négociation. Ils préviennent, implicitement, que si la victoire du Hamas s'imposait une seconde fois aux élections, elle ne serait pas la bienvenue non plus. Répondant aux vœux d'Israël, des USA et de l'UE, Abbas et ses complices ont mis la responsabilité sur Hamas dès le premier jour de l'agression d'Israël sur Gaza et ses populations. Donc, ils ont justifié les crimes d'Israël au nom de la « modération » pour faire plaisir à leurs bailleurs de fonds. Le collabo conseiller de Abbas, le nommé Abd rabo, est allé jusqu'à déclarer que la trêve décidée par Israël sur Gaza était une erreur ! Il a accusé Hamas de vouloir obtenir les aides financiers pour s'armer et en faire bénéficier ses membres, et a promis que la reconstruction de Gaza ne sera faite que si les dons soient gérés par « l'autorité » de Ramallah, quitte à empêcher ces aides d'y arriver.

Ceci dit, les collabos d'Israël au sein de cette « autorité » illusoire, ne cachent plus leur trahison. Ils auraient aimé que la destruction de Gaza ne soit pas arrêtée jusqu'à l'anéantissement du Hamas, dans le but d'avoir le terrain libre et faire de Gaza une région soumise comme ils ont fait de la Cisjordanie, où plus de 500 barrages militaires israéliens, en plus du mur de la honte, asphyxient toute la population. Sachant qu'aucun de ces collabos supposés avoir une autorité à Ramallah ne peut sortir de son trou sans l'autorisation de l'armée israélienne. Ils sont prisonniers d'Israël, physiquement et mentalement, et fiers de l'être. Ce sont ces gens-là dont Israël, les USA et l'UE ont besoin pour « pacifier » la Palestine et mettre à genou ses habitants. Tout ce monde s'active pour emprisonner tout un peuple et l'affamer pour le pousser à sortir de son pays, et ce au nom de « la démocratie occidentale », des droits de l'Homme et au nom des victimes du nazisme !

Chérif BOUDELAL

1-4 Ilan Pappé : De la solution à un seul Etat et d'une illusion dangereuse et ne débouchant sur rien.

Une réponse à Uri Avnery

"Uri Avnery accuse les partisans de LA solution à un seul Etat de forcer les faits objectifs à entrer dans le "lit de Sodome" (1).

Il semble considérer qu'il s'agirait, en l'occurrence, dans le meilleur des cas, de rêveurs en plein jour ne comprenant pas la réalité politique qui les entoure, englués dans un état permanent de douces illusions. Nous sommes tous des camarades vétérans de la gauche israélienne, et il est donc tout à fait possible que, dans nos moments de désespoir, nous tombions dans le piège de l'hallucination et même que nous délirions, en ignorant la réalité déplaisante autour de nous.

Par conséquent, la métaphore du Lit de Sodome peut même parfaitement être balancée contre ceux qui sont inspirés par le modèle sud-africain dans leur recherche d'une solution en Palestine.

Mais, dans ce cas, il s'agirait, à l'extrême rigueur, d'un minuscule berceau de Sodome, comparé au lit de taille royale dans lequel Gush Shalom et d'autres membres apparentés de la gauche sioniste persistent à vouloir faire entrer leur "solution" à deux Etats.

Le modèle sud-africain est récent – de fait, à peine une année s'est écoulée depuis qu'il a été sérieusement pris en considération – tandis que la formule à deux Etats a soixante piges : cette illusion dangereuse et ne débouchant sur rien a permis à Israël de perpétuer son occupation sans avoir à essuyer de critique conséquente émanant de la communauté internationale.

Le paradigme sud-africain est un bon sujet d'étude – pour une étude comparative, s'entend, et non en tant qu'objet d'une émulation / vénération.

De fait, certains chapitres de l'histoire de la colonisation, en Afrique du Sud, et de la sionisation de la Palestine, sont quasiment identiques.

La méthodologie de gouvernement des colons blancs en Afrique du Sud ressemble très fortement à celle mise en œuvre par le mouvement sioniste, puis par Israël, à l'encontre de la population indigène de la Palestine, dès la fin du dix-neuvième siècle.

Depuis 1948, et jusqu'à nos jours, la politique israélienne officielle à l'encontre de certains Palestiniens est plus humaine que celle du régime de l'Apartheid ; mais à l'encontre d'autres Palestiniens, elle est encore bien pire. Mais, par-dessus tout, le paradigme sud-africain inspire les personnes qui se préoccupent de la Palestine, de deux manières fondamentales : il offre une nouvelle orientation à une future solution, au lieu de la formule des deux Etats, qui a échoué – en introduisant l'unique Etat démocratique – et elle dynamise une nouvelle réflexion sur la manière dont l'occupation israélienne est susceptible d'être vaincue (au moyen de sanctions, du boycott et de désinvestissements) (c'est l'option **BDS : Boycott, Désinvestissement, Sanctions**).

Les faits, sur le terrain, sont clairs comme de l'eau de roche : la "solution" à deux Etats a lamentablement échoué, et nous n'avons plus de temps à perdre en anticipations futiles d'un énième round d'efforts diplomatiques, qui ne mèneraient nulle part.

Comme le reconnaît Avnery, le camp de la paix israélien a échoué, jusqu'ici, à persuader la société juive israélienne d'essayer la voie de la paix.

Une évaluation raisonnable et critique de l'importance numérique et de la force de ce camp-là amène à la conclusion inéluctable qu'il n'a aucune chance que ce soit contre les tendances prédominantes dans la société juive israélienne.

Par Ilan Pappé

Suite sur : <http://www.ism-france.org/news/article.php?id=6685&type=analyse&lesujet=Boycott>

1-5 Gideon Lévy : Comme on tuerait un chat.

Quelques centaines de mètres à peine et moins de vingt-quatre heures séparent la mort d'Abdel Kader Badaoui de celle de Mohamed Ramhi. L'armée israélienne affirme que les deux jeunes gens tentaient de lancer des cocktails Molotov, mais à la distance où ils étaient des soldats, ils ne mettaient personne en danger. Cette distance n'est par contre pas un obstacle pour les tireurs d'élite qui les ont atteints exactement au cœur.

Si, un jour prochain, vous deviez vous retrouver dans le camp de réfugiés de Jalazoun et demander la maison du shahid, les passants vous demanderaient de quel shahid vous voulez parler : du premier ou du second ? La semaine dernière, Jalazoun a enterré deux de ses fils en moins de vingt-quatre heures : Abdel Kader Badaoui, 17 ans, et Mohamed Ramhi, 21 ans. Badaoui, dont les circonstances de la mort restent enveloppées de brume, était un élève de 12e année ; Ramhi était le fils de Jamal Ramhi, dont la mère, Esther Yaakov Shahrouh, était juive, et dont la tante habite à Haïfa. Les deux jeunes gens ont été abattus d'une distance de plusieurs centaines de mètres, à quelques heures d'intervalle. Tous deux ont été abattus de très loin par les soldats, les balles des tireurs d'élite visant, dans les deux cas, droit au cœur.

Plusieurs centaines de mètres séparaient les deux jeunes gens des soldats. Il y avait entre eux la vallée des oliviers où nous nous sommes rendus cette semaine. A cette distance, ils n'avaient aucune chance de mettre en danger la vie des soldats ni celle des colons qui se tenaient près de la clôture de la colonie voisine, Beit El. Dans les deux cas, même si est vraie l'affirmation de l'armée israélienne selon laquelle les deux jeunes gens lançaient des cocktails Molotov, il était possible et il aurait fallu user d'autres moyens contre eux. Gaz lacrymogène ? Tir en l'air ? Tir dans les jambes ? Avec quoi venez-vous. Non, simplement un tir à balle réelle et meurtrier, parfaitement pointé, une seule balle dans le cœur de chacun de ces jeunes gens, le but étant de tuer, tuer et tuer, exécutions sans jugement ni raison suffisante.

La première fois, il s'agissait de soldats du bataillon « Lion » et la seconde fois de la brigade « Lionceau », selon ce qui a été communiqué, et dans les deux cas, des soldats de l'armée israélienne, tous des lions, ont une fois encore tué de jeunes Palestiniens. Pour rien.

« Vous savez comment le soldat tue ? Pardonnez-moi de vous le dire. Le soldat croise les jambes, fume une cigarette, boit du café, et tue mon fils, comme on tue un chat. Je suis son père et j'ai le cœur brûlé », se lamentait cette semaine ce fils d'une Juive, Jamal Rahmi, ce père en deuil, qui porte sur sa poitrine la photo de son fils mort.

Mohamed Ramhi, petit-fils d'une Juive, faisait des jobs occasionnels. Son père travaille comme chauffeur à l'UNRWA et dans leur maison située à la limite de ce petit et triste camp de réfugiés, vivent dix personnes. Le cousin de Mohamed, qui portait le même nom, a été tué ici, à la fin des années 90. Il avait alors 17 ans.

Mercredi, la semaine passée, Mohamed était rentré d'une journée de travail dans un dépôt de vêtements à Jifnah, tout proche, et il s'était assis pour prendre son déjeuner. Son père dormait. Celui-ci dit que son fils aimait le riz. Puis Mohamed avait quitté la maison. Les funérailles de Badaoui, tué la veille, il les avait manquées, mais il est sorti en prenant la direction du complexe scolaire du camp - les deux écoles pimpantes de l'UNRWA, pour les garçons et pour les filles, situées l'une vis-à-vis de l'autre, sur la rue principale, à l'entrée du camp - en face des maisons de la colonie de Beit El, couvertes de tuiles. Les élèves des écoles manifestaient justement pour protester contre l'assassinat de leur camarade. Ils mettaient le feu à des pneus et tentaient de lancer des pierres, peut-être même des cocktails Molotov, à l'aide de catapultes improvisées (dont on peut douter qu'elles permettent de leur faire franchir la vallée), évidemment sans atteindre les soldats dans la tour et la jeep blindées qui se trouvaient de l'autre côté de la vallée des oliviers.

Mohamed était le plus âgé des manifestants, il était entouré de dizaines d'enfants de l'école fondamentale. Son jeune frère de 17 ans, Souhaib, qui était avec lui, raconte que Mohamed lui a ordonné de quitter les lieux avec leurs petits cousins, de peur qu'il ne leur arrive malheur. Souhaib dit avoir tout à coup entendu deux coups de

feu : la première balle a touché un mur et la seconde a pénétré directement, par derrière, dans le cœur de son frère. L'instant d'avant, il avait vu son frère lever les mains au ciel tout en lançant des paroles religieuses. Une voiture qui passait là a emmené Mohamed agonisant à l'hôpital gouvernemental de Ramallah. Sept heures plus tard, il mourait en salle d'opération. Sur les téléphones portables des membres de la famille se trouve déjà, comme toujours dans ces cas-là, une série de photos du défunt : le trou dans la poitrine de Mohamed, Mohamed enveloppé d'un linceul, son visage, pâle et serein.

Jamal, le père : « Ma mère est juive, j'ai travaillé chez des Juifs, j'aime des Juifs et des Arabes, et je voudrais dire, que le monde entende : jamais je n'ai entendu parler de quelqu'un dans le camp qui aurait tiré sur les soldats ou les colons. Les jeunes enfants sont grimpés en haut, ils n'ont pas approché des soldats. Ils ont crié, c'est normal, et ils ont mis le feu à des pneus - et ça aussi, c'est habituel. La veille quelqu'un de chez nous était tombé. Le sang de nos enfants s'embrase chaque fois que quelqu'un est tué chez nous. Alors ils ont manifesté. Mais pourquoi encore du sang ? Ce soldat, qui a vu l'enfant prendre une pierre ou une bouteille, il a levé son M16 et tiré sur lui. C'est désolant ou ça n'est pas désolant ? Mon fils a fait quelque chose d'à ce point dangereux ? Qu'a fait, mon fils ? Il n'a pas brandi une arme, pas brandi un couteau. Juste parce qu'il a levé les mains et lancé 'Allahou akbar' ? Tous les jours, on nous tue quelqu'un.

« Voyez, celui-ci c'est mon plus jeune fils et celui-là c'est le fils de ma fille, ce sont de petits enfants. Ils vont à l'école et moi j'ai peur pour eux. Dites-moi, ces enfants-là représentent un danger pour les soldats ? Maintenant, ils ont peur d'aller à l'école et d'être tué comme Mohamed.

« Quand j'ai appris que Mohamed était blessé, je me suis presque mis dans les oreilles le pain que je mangeais. Je suis devenu fou, j'étais foutu. Quand je suis arrivé à l'hôpital, je savais que c'était fini. Les médecins ont dit que ça irait, mais un père sait. Je l'ai vu et j'ai su que c'était fini pour lui. Je ne suis toujours pas réveillé. Je ne le crois pas encore. Je n'ai rien fait, mon fils n'a rien fait, et Dieu seul sait ce qu'il y a dans le cœur du soldat qui l'a tué.

« J'ai travaillé à Beit El. J'ai travaillé dans un restaurant, chez Ezra, de la colonie d'Ofra, qui m'aimait comme son fils. Sa fille Hamoutal et son fils Aron, tous me connaissent à Beit El. On connaît Jamal dont la mère est juive. J'apportais à manger aux soldats, dans le restaurant. Parfois, ils oubliaient leur arme et je la leur apportais. Je leur gardais leur arme. Je leur faisais des falafels et des salades. Ils aimaient ce que je préparais à manger, les soldats. Comment s'appelle le big boss, chez vous ? Olmert. Le mot que je lui dis d'ici, de Jalazoun, moi qui suis de mère juive : suffit ! Ça suffit. Voilà ce que je lui dis. »

Un court trajet parmi les ruelles du camp et voilà la seconde maison endeuillée, avec pareillement, un groupe d'hommes au regard triste, dans la chambre de deuil dont les murs portent des photos de celui qui a été tué ; sur la façade de la maison, de grandes affiches sont étendues, maintenues dans le bas par des bouteilles d'eau de format familial. Et aussi ces questions, lancinantes : ces enfants mettaient-ils la vie des soldats en danger ? Impossible de faire autrement ? Pourquoi ?

Ceux qui portent le deuil ici paraissent avoir le visage plus grave et le père endeuillé est moins emporté que Jamal Ramhi, dans l'autre maison endeuillée. Mais les photos sur les téléphones portables se ressemblent : autre cadavre enveloppé d'un linceul, de nouveau cet horrible trou dans la poitrine et le jeune visage de la mort, encore plus jeune ici.

Chauffeur de taxi, Mohamed Badaoui était justement en visite à Alep, en Syrie, au moment où son fils, Abdel Kader, étudiant de 17 ans, a été tué. Et tué, lui aussi, face aux maisons de la colonie de Beit El, de l'autre côté de la vallée des oliviers, ceinte d'une clôture, gardée, protégée, surveillée. C'était le 14 de ce mois, mardi dernier, à une heure peu avancée de la soirée. Abdel Kader circulait non loin de l'école. On ne sait pas clairement combien d'amis étaient avec lui, peut-être deux, peut-être trois, nul ne sait, et au fond rien n'est clair.

Le père dit avoir entendu rapporter que son fils avait allumé une cigarette dans l'obscurité et que sitôt après il était atteint au cœur d'une balle mortelle. Avant que l'oncle, alerté, n'arrive sur place, il y avait déjà des forces militaires et de police ainsi qu'une ambulance. L'oncle a dit aux soldats qu'il était le père, mais les soldats ne l'ont pas laissé approcher. Deux heures plus tard, on leur confiait le corps d'Abdel Kader. Le lendemain, le père rentrait de Syrie. Ils expliquent qu'Abdel Kader voulait devenir électricien auto. Ils l'ont enterré à trois heures de l'après-midi, une heure et demie, environ, avant que ne tombe dans le camp le shahid suivant.

« Ces derniers mois ont vu une augmentation du nombre de jets de cocktails Molotov dans le secteur de Benjamin », a communiqué le porte-parole de l'armée israélienne, « et pour la seule semaine écoulée, trois cas ont été enregistrés - dont deux dans la région de Jalazoun - dans lesquels des soldats de l'armée israélienne ont atteint les terroristes qui tenaient en mains des cocktails Molotov allumés, et cela avant qu'ils ne les lancent. Le porte-parole de l'armée israélienne tient à préciser qu'un cocktail Molotov constitue, à tous égards, une arme capable de mettre la vie en danger.

« Dans les deux cas envisagés par l'article, des terroristes ont été repérés par les forces de l'armée israélienne alors qu'ils tenaient en mains des cocktails Molotov allumés, prêts à être lancés en direction de la position de l'armée israélienne et vers les maisons de la localité de Beit El, et représentant dès lors un danger pour la vie des soldats et des habitants de la localité. Ouvrir le feu était dès lors impératif afin de couper court à un danger mortel. L'armée israélienne ne restera pas à l'écart devant une menace pesant sur la vie des soldats et des habitants de la région et elle continuera d'agir afin d'offrir la sécurité aux habitants de Judée et de Samarie ».

Gideon Lévy

jeudi 5 février 2009,

<http://www.aloufok.net/spip.php?article103>

2 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 **Manlio Dinucci ; Une pluie de bombes-flèches sur la Bande de Gaza.**

Wafa' Nabil Abu Jarad, jeune femme enceinte de 21 ans, et son mari Mohamed Khalil sont devant leur maison, aux alentours de Beit Hanoun, une petite ville de Gaza. C'est le 5 janvier, une belle journée ensoleillée, et les bombardements semblent suspendus. Tout d'un coup ils entendent un fort bourdonnement, essaient d'entrer chez eux mais n'y arrivent pas. Ils sont assaillis d'une pluie de fléchettes. Wafa' meurt sur le coup, déchiquetée par les petits dards métalliques. Mohamed est touché dans plusieurs parties du corps : un dard pénètre à côté de la colonne vertébrale. Un autre dans le genou de leur petit garçon de deux ans.

Ce cas et de nombreux autres, rapportés par *Amnesty International*, projettent un autre éclairage sur le type d'armes utilisées par les forces israélienne contre la population de Gaza. Les fléchettes sont des dards métalliques à pointes acérées, longues de 4 cm, pourvues d'ailettes, dont sont chargés les projectiles des chars d'assaut. Quand le projectile explose, à 30 mètres du sol, il lance de 5 à 8.000 fléchettes dans un rayon conique, sur une zone de 300 mètres de large et 100 de long. L'arrivée des fléchettes est annoncée par un bourdonnement, semblable à celui d'un essaim d'abeilles, sans laisser le temps de se mettre à l'abri : les fléchettes touchent tous ceux qui sont à découvert, mais peuvent aussi pénétrer jusque dans les maisons (où l'on en a trouvé beaucoup dans les parois). C'est une arme anti-personnel, utilisée dans les années 70 par les forces étasuniennes au Vietnam, et, depuis 2001, par les forces israéliennes dans les attaques à Gaza et au Liban. En avril 2008, à Gaza, même le caméraman de Reuters, Fadi Shanaa, a été tué par ces fléchettes.

En octobre 2002, la section israélienne de l'association médicale étasunienne *Physicians for Human Rights* (Prix Nobel pour la paix 1997) a présenté à la Haute Cour de justice d'Israël une pétition contre l'utilisation de cette arme dans les Territoires occupés. En avril 2003, la Haute Cour a rejeté la pétition, car « l'usage des fléchettes n'est pas explicitement interdit par le droit international » et parce que « le choix des moyens de guerre, utilisés pour empêcher des actes d'homicides terroristes avant qu'ils n'adviennent, n'entre pas dans les sujets sur lesquels cette Cour retienne approprié d'intervenir ».

Les portes parole militaires ont déclaré que « dans sa décision d'utiliser cette arme, l'armée est consciente de la nécessité d'équilibrer les exigences militaires avec les préoccupations humanitaires, visant à minimiser les dommages pour la population civile ». En réalité, dénoncent avant tout les médecins, l'usage indiscriminé de cette arme contre les civils a pour objectif, non seulement de tuer, mais de provoquer des blessures qui ont pour les familles et pour la société des conséquences encore plus graves. Mohamed, avec cette fléchette juste à côté de la colonne vertébrale, ne peut pas reprendre sa vie pour sauver ce qui reste de sa famille. Et, à Gaza, personne ne peut extraire la fléchette car il pourrait rester paralysé.

Entre-temps, des camions d'aides sont arrivés en Egypte, bloqués par les Israéliens qui empêchent l'entrée dans Gaza ; et, devant ses côtes, les navires de guerre européens surveillent qu'aucune cargaison n'arrive aux Palestiniens, au motif qu'elle pourrait contenir des armes.

Manlio Dinucci

Il manifesto

2 février 2009

Reçu de l'auteur et traduit par Marie-Ange Patrizio.

<http://www.ilmanifesto.it/il-manifesto/in-edicola/numero/20090130/pagina/10/pezzo/240865>

2-2 **Des milliers de Palestiniens à Gaza vivent sous la tente.**

Des milliers d'habitants de Gaza vivant sous la tente depuis que leurs maisons ont été détruites par l'offensive israélienne espèrent, sans trop y croire, une levée du blocus pour rebâtir. "Pendant 28 ans, j'ai enseigné aux Emirats arabes unis et j'avais mis tout mon argent dans cette maison. J'ai tout perdu", raconte Youssef Abou Eïda, en montrant du doigt sa demeure en ruines.

Selon les équipes de secours, au moins 16.000 personnes occupent des tentes réparties dans dix camps improvisés sur l'ensemble de l'enclave palestinienne.

Mais l'espace pour chacun est plus que réduit, car des milliers de tentes sont bloquées à la frontière par les forces israéliennes.

Les ONG ont fourni des couvertures aux campeurs pour se protéger du froid la nuit, quand les sans-logis se rassemblent autour de braseros pour se réchauffer. Des latrines ont été installées dans quelques camps seulement.

En raison de la précarité du cessez-le-feu accepté par le Hamas et Israël, le sentiment d'insécurité prédomine parmi les réfugiés, surtout ceux situés près de la frontière israélienne.

"On n'arrive pas à dormir la nuit. On a peur que les tanks reviennent. Ils (les Israéliens) disent qu'ils veulent faire de ce coin une "zone sécurisée". Alors, tout le monde a peur", explique Bachir Khidr, qui partage une tente avec vingt autres personnes.

Les Israéliens refusent de laisser entrer à Gaza du matériel de construction qui, disent-ils, pourrait être utilisé pour la fabrication de roquettes.

L'aide promise par la communauté internationale n'arrive à Gaza qu'au compte-gouttes dans l'attente d'un véritable accord entre le Hamas, Israël et l'Égypte pour la fin des hostilités. Khalil Aboufoul, directeur du département gestion des catastrophes au Croissant rouge palestinien, rappelle qu'entre 800 et un millier de camions pénétraient chaque jour dans Gaza avant 2007, date de l'instauration du blocus israélien.

"Pendant la guerre, on est tombé à 50-60 camions. Aujourd'hui, c'est environ 80 à 100 camions. Pour moi, on ne peut pas parler de couloir humanitaire : il faut plus d'aide qu'avant, et on en a très peu".

Reuters

5/2

http://tempsreel.nouvelobs.com/depeches/international/proche_moyenorient/20090205.REU7367/des_milliers_de_palestiniens_a_gaza_vivent_sous_la_tent.html

2-3 Les écoles de Gaza durement frappées par les raids israéliens.

Israël dit avoir ciblé des écoles pour frapper des militants du Hamas et détruire des laboratoires de fabrication d'armes. Des explications qui laissent les éducateurs de Gaza perplexes.

Le système scolaire de la bande de Gaza a payé un lourd tribut aux récents bombardements israéliens, avec 37 écoles primaires et secondaires détruites ou endommagées et 18 autres reconverties en centres d'hébergement pour réfugiés.

Il est désormais encore plus difficile d'apprendre dans l'étroite bande côtière.

Avant l'offensive, un manque de place obligeait déjà les 380 écoles primaires et secondaires du petit territoire à diviser les journées en deux périodes de quatre heures maximum, le matin et l'après-midi, pour pouvoir accueillir 450.000 élèves.

L'École internationale américaine de Gaza, près de Beit Lahiya (nord), était considérée comme le joyau du système éducatif gazaoui, une oasis de verdure avec ses pelouses, ses palmiers et ses roses. Elle n'est plus aujourd'hui qu'un tas de gravats.

Fondée par des universitaires de Gaza en 1999, l'école enseignait l'anglais et dispensait un programme scolaire américain et des activités sportives, de la maternelle au lycée.

A partir de 2004, des mouvements islamistes extrémistes l'avaient déjà prise pour cible, probablement à cause de son style occidental et de la mixité garçons-filles. Des assaillants avaient brûlé des autobus scolaires et des attaques au mortier avaient détruit des locaux de l'établissement.

L'école avait toutefois continué à fonctionner, et comptait cette année 220 élèves, qui étaient en congés de Noël lorsque les bombardements ont commencé le 27 décembre. Une semaine plus tard, un avion de guerre israélien a réduit le bâtiment à l'état de ruines. Des tanks ont également laissé des traces de leur passage, comme en témoignent un portail et un toboggan de cour de récréation écrasés.

Des livres en charpie émergent des décombres. Maise Hakoura, 17 ans, qui souhaite intégrer une université canadienne, est inquiète. Son dossier scolaire est enterré quelque part sous les gravats et elle craint de ne pouvoir envoyer à temps les papiers nécessaires aux trois établissements auxquels elle a décidé de postuler.

Dans une autre frappe, l'aviation israélienne a démoli les laboratoires de l'université islamique de Gaza, le plus ancien et le plus grand centre universitaire du territoire, avec 20.000 étudiants.

Le président de l'université, Kamalain Shaath, précise que ses laboratoires rendaient service à la communauté en pratiquant par exemple des tests génétiques, et estime qu'Israël cherche à empêcher Gaza de se développer en détruisant ses institutions les plus modernes.

De nombreux étudiants de l'université islamique ne sont pas des partisans du Hamas, et fréquentent l'établissement parce qu'il dispense des enseignements qu'on ne peut pas trouver ailleurs à Gaza, ajoute-t-il.

Pour Mkhaimar Abusad, professeur de sciences politiques à l'université rivale d'Al-Azhar, liée au Fatah, le bombardement de l'université islamique, "ce n'est pas punir le Hamas, mais une communauté toute entière".

3/2

AP

2-4 Michele Giorgio : Inscriptions racistes de Tshal, traitements inhumains des prisonniers : la « mission Mitchell » entre haine, abus et ruines

Un million d'arabes : un de moins, au suivant des 999.999 ».

Les Samouni et les autres familles de Zaitoun qui ont eu des morts et blessés et leurs maisons détruites par la fureur de l'offensive israélienne « Plomb durci », doivent aussi supporter l'humiliation d'inscriptions humiliantes et racistes sur les murs des rares maisons restées debout dans leur quartier.

"Quand nous sommes retournés chez nous (à la fin de l'attaque, NDR) nous avons vu ces inscriptions humiliantes. Ce sont les soldats qui les ont laissées pour nous écraser encore une fois », a raconté Atef Samouni, un des survivants de la famille décimée par les tirs de mortier (29 morts, dont deux bébés et deux petites filles). L'infanterie de Tshal a quitté Gaza mais elle reste encore présente dans les maisons de Zaitoun et des autres quartiers de Gaza. « Faites la guerre pas l'amour », « Mort aux arabes », « Les arabes doivent mourir », sont quelques unes des inscriptions trouvées dans les maisons. Pour le porte-parole de l'armée ceci ne serait pas la façon « dont les soldats sont entraînés... Ça, a-t-il déclaré, ça va à l'encontre du code éthique des forces armées

».

Belles paroles mais pas un jour ne passe, depuis que « Plomb durci » est terminée, sans de nouvelles dénonciations palestiniennes d'abus et de violations.

Hier soir (28 janvier 2008, NdT) des centres israéliens pour les droits de l'homme – parmi lesquels *Acri*, *Betselem*, *Médecins pour les droits humains* et le *Comité public contre la torture* – ont demandé au procureur militaire Avichai Mendelblit, et au procureur général Menachem Mazuz d'ouvrir une enquête sur le traitement inhumain subi par les Palestiniens faits prisonniers à Gaza ces dernières semaines.

Les centres relatent que dans certains cas, les détenus ont été gardés dans des fosses de 2-3 mètres de profondeur, menottés, les yeux bandés et laissés au froid pendant des heures. « *Nous étions à peu près 70 dans une fosse, avec des menottes et les yeux bandés, raconte Majdi al Atar ; nous n'avons rien mangé pendant deux jours et nous ne pouvions pas aller aux cabinets. Les soldats tabassaient ceux qui osaient poser des questions* ». Les détenus n'ont pas seulement souffert de la faim et du froid mais ont été amenés dans les zones de combat, souvent à côté des chars d'assaut et de l'artillerie, en violation à la loi internationale. *Betselem* et les autres centres ont annoncé qu'ils présenteront rapidement un rapport sur les tortures subies par les prisonniers palestiniens pendant les interrogatoires.

Paris a protesté aussi, contre le traitement que l'armée israélienne a réservé au consul général français à Jérusalem, mardi dernier (27 janvier 2009, NdT) à Errez. Le Quai d'Orsay a convoqué hier (28 janvier 2009) l'ambassadeur israélien à qui il a présenté une protestation officielle. Le consul, Alain Rémy, ainsi que d'autres diplomates européens, était allé à Gaza pour évaluer la situation, en particulier de l'ouverture des passages, et examiner les dommages subis par les projets de développement financés par la France. Pour finir, le convoi est resté bloqué pendant plus de six heures à Errez, et le consul a déclaré que deux coups de feu ont même été tirés sur eux, en avertissement, de la part des soldats israéliens.

C'est la deuxième fois, en peu de temps, que le consul français est entravé dans ses fonctions par Israël. Vendredi dernier, la police de frontière lui avait interdit pendant trois heures et demie de traverser le poste de contrôle de Bethléem et de rentrer à Jérusalem.

C'est dans ce climat, alourdi par les rumeurs d'attaques aériennes imminentes d'Israël contre Gaza et les tunnels souterrains entre Rafah et l'Égypte, en riposte apparemment à l'attaque mortelle il y a deux jours contre un soldat par une cellule palestinienne, qu'a commencé hier la visite en Israël et Cisjordanie de Georges Mitchell, émissaire du président étasunien Obama. Mitchell n'a pas dit grand chose mais il a souligné que la trêve à Gaza devra se fonder sur la fin de la contrebande des armes, comme le demande Israël. De son côté, Olmert a rappelé que les passages entre Israël et Gaza ne seront pas rouverts de façon permanente tant que ne sera pas résolu le cas du soldat Gilat Shalit, capturé il y a deux ans et depuis aux mains du Hamas. Jérusalem a été la seconde étape de Mitchell au Moyen-Orient après sa visite au Caire, où il a rencontré le président Mubarak. Les prochaines étapes dans la région sont, outre la Cisjordanie, la Jordanie et l'Arabie Saoudite.

29 janvier.

Michele Giorgio

Michele Giorgio est l'envoyé spécial à Gaza ville de Il Manifesto.

Source : [il manifesto](#)

Traduction : Marie-Ange Patrizio

<http://ism-france.org/news/article.php?id>

http://www.alterinfo.net/Inscriptions-racistes-de-Tsahal,-traitements-inhumains-des-prisonniers-la-mission-Mitchell-entre-haine,-abus-et-ruines_a29356.html

3 Annexe

PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Une base de données israélienne secrète révèle l'ampleur de la colonisation illégale.

Il y a tout juste quatre ans, le ministère de la défense décidait d'entreprendre ce qui paraissait une tâche élémentaire : établir une base de données exhaustive sur les colonies. Le général (réserve) Baroukh Spiegel, collaborateur de Shaul Mofaz, alors ministre de la défense, fut chargé du projet. Pendant plus de deux ans, Spiegel et son équipe, qui avaient tous signé un accord de confidentialité, récoltèrent systématiquement les chiffres, essentiellement auprès de l'Administration civile.

L'un des principaux moteurs qui expliquaient cet effort était la nécessité de disposer d'informations crédibles et accessibles pour contrer les procédures juridiques entamées par des habitants palestiniens, des organisations pour les droits de l'homme et des mouvements de gauche qui contestaient la légalité de la construction dans les colonies et l'utilisation de terres privées sur lesquelles elles étaient bâties ou s'étendaient. Ces chiffres, réunis à grand peine, furent considérés comme de la dynamite politique.

L'establishment de la défense, avec à sa tête Ehoud Barak, ministre de la défense, refusa obstinément de publier les chiffres, arguant en premier lieu que leur publication pouvait nuire à la sécurité de l'Etat ou à sa politique étrangère. Celui qui sera probablement intéressé par ces chiffres est George Mitchell, émissaire spécial du président Barack Obama au Moyen-Orient, qui est venu cette semaine en Israël pour une première visite depuis sa nomination. C'est Mitchell qui est l'auteur du rapport de 2001 qui avait conduit à la formulation de la Feuille de route, laquelle établissait un parallèle entre l'arrêt du terrorisme et l'arrêt de la construction dans les colonies. Récemment, Ha'aretz s'est procuré cette base de données officielle, la première du genre compilée en Israël sur les territoires occupés. Ici, pour la première fois, des informations que l'Etat cachait depuis des années sont révélées. Une première analyse des données montre que, pour l'immense majorité des colonies (environ 75%), la construction a été effectuée, parfois sur une grande échelle, sans les permis requis ou en contravention avec les permis obtenus. La base de données révèle également que, dans plus de 30 colonies, d'importantes constructions d'immeubles publics et infrastructures (routes, écoles, synagogues, écoles rabbiniques et même commissariats de police) ont été effectuées en Cisjordanie sur des terres qui appartenaient à des propriétaires palestiniens privés.

Il faut souligner que ces chiffres ne concernent pas seulement les « colonies sauvages », car ces informations apparaissaient déjà dans le rapport bien connu de la procureure Talia Sasson, publié en mars 2005 ¹, mais le cœur même de l'entreprise de colonisation. Parmi les colonies concernées apparaissent d'anciennes colonies idéologiques comme Alon Shvout (1970, actuellement 3 291 habitants, dont le rabbin Yoel Bin Nun), Ofra (1975, 2 708 habitants dont Yehoshua Mor Yosef, ancien porte-parole de « Yesha », le conseil représentatif des colons, et des personnalités médiatiques comme Uri Elitzur et Hagai Segal), ainsi que Beit El (1977, population 5 308 dont Hagai Ben-Artzi, frère de Sara Netanyahu). Sont également concernées d'importantes colonies fondées principalement pour des raisons économiques, comme la ville de Modi'in Illit (1990, 36 282 hab.) ou Givat Ze'ev, proche de Jérusalem (1983, 11 139 hab.) et des colonies plus petites comme Nokdim, près de Herodion (1982, 861 habitants dont le député Avigdor Lieberman).

Les informations que contient la base de données ne sont pas conformes à la position officielle de l'Etat telle qu'elle est présentée, par exemple, sur le site web du ministère des affaires étrangères, selon lequel "les actions d'Israël relatives à l'usage ou à l'attribution de terres qu'il administre sont toutes prises en respectant totalement les règles et les normes du droit international - Israël ne réquisitionne pas de terres privées pour construire des colonies". Du fait que, dans de nombreuses colonies, c'est le gouvernement lui-même, et en premier lieu le ministère de la construction et du logement, qui a été responsable de la construction, et que les nombreuses infractions concernent des infrastructures, des routes, des bâtiments publics, etc., les données officielles démontrent également la responsabilité du gouvernement dans la planification sans aucune retenue et le non-respect de l'Etat de droit dans les territoires occupés. Par ailleurs, l'ampleur de ces infractions atteste le dysfonctionnement de l'Administration civile, organisme chargé de délivrer les permis de construire et de leur supervision dans les territoires occupés.

Selon les chiffres du Bureau central de statistiques de 2008, environ 290 000 Juifs habitent les 120 colonies « officielles » et les plusieurs dizaines de « colonies sauvages » érigées en Cisjordanie depuis 41 ans.

"Rien n'a été fait en cachette", dit Pinhas Wallerstein, directeur général du Conseil des colons (Yesha) et personnalité qui compte dans l'entreprise de colonisation. "Je ne connais pas un plan [de construction] qui n'ait été initié par le gouvernement." Selon lui, si les propriétaires des terres sur lesquelles ont été érigées les colonies se plaignent et que le tribunal reçoit leur plainte, les bâtiments de la colonie seront déplacés ailleurs : "Cela a toujours été la position de Yesha depuis des années."

On ne le dirait pas à faire un tour dans plusieurs des colonies où des constructions massives ont été effectuées sur des terres privées palestiniennes. Des quartiers entiers bâtis sans permis ou sur des terres privées font partie intégrante des colonies. Cette impression de dissonance ne fait que grandir quand on découvre que des bureaux municipaux, des commissariats de police et des casernes de pompiers sont également bâtis, et fonctionnent actuellement, sur des terres qui appartiennent à des Palestiniens.

Dans une rue de la colonie de Kokhav Ya'akov, une jeune mère conduit ses deux jeunes enfants à la maison. "J'habite ici depuis six ans", dit-elle, l'air surpris quand elle entend que le quartier tout entier est construit sur des terres privées palestiniennes. "Je savais qu'il existait une petite zone controversée dans le village, mais je n'avais jamais entendu dire qu'il s'agissait de terre privée." Aurait-elle bâti sa maison ailleurs si elle l'avait su dès le début ? "Je n'aurais jamais jeté personne hors de chez lui."

Non loin de là, dans la même colonie, sur un site pour caravanes à la fois étendu et à l'abandon, situé lui aussi sur des terres privées, un couple de jeunes mariés se dirige vers l'arrêt de bus : Aharon, 21 ans, et sa femme Elisheva, 19 ans. Bien qu'ayant grandi aux Etats-Unis et établis depuis quelques mois seulement en Israël, après qu'Aharon eut accompli son service militaire dans une unité ultra-orthodoxe du Nahal, ils parlent un hébreu presque parfait. Il étudie l'informatique à Jérusalem. A la question de savoir pourquoi ils ont choisi d'habiter cet endroit plutôt qu'un autre, ils donnent trois raisons : c'est proche de Jérusalem, bon marché et dans les territoires. Dans cet ordre.

Le couple paie son loyer, 550 shekels mensuels, au secrétariat de la colonie. En tant que nouveaux immigrants, ils sont encore exemptés de la taxe municipale (« arnona »). Aharon ne paraît pas bouleversé à l'idée que sa caravane est située sur une terre privée, et ne semble pas particulièrement intéressé : "Je me fiche de ce que dit l'Etat, la Torah dit que toute la Terre d'Israël nous appartient." Et qu'arrivera-t-il si on leur demande de déménager sur une terre non privée ? "Nous déménagerons", dit-il sans hésiter.

Un « problème compliqué »

Aujourd'hui encore, plus de deux ans après en avoir terminé avec son rôle officiel, Baroukh Spiegel demeure loyal à l'establishment militaire. Au cours d'un entretien, il rappelle plusieurs fois qu'il a signé un accord de confidentialité, de sorte qu'il ne souhaite pas entrer dans les détails de son travail. Il a été chargé par Shaul Mofaz de traiter des questions sur lesquelles Israël s'était engagé auprès des Etats-Unis, dont l'amélioration des conditions de vie des Palestiniens affectées par le mur de séparation, et de la supervision des soldats israéliens aux check points.

Il y a deux ans, le journaliste d'Ha'aretz Amos Harel avait révélé que la tâche essentielle confiée à Spiegel était d'établir et de maintenir à jour une base de données sur l'entreprise de colonisation. Cela s'était produit devant l'évidence que les Etats-Unis, ainsi que l'Observatoire de la colonisation de Shalom Arshav, étaient en possession d'informations beaucoup plus précises sur la construction dans les colonies que celles dont disposait l'establishment de la défense, qui jusqu'alors s'en était remis essentiellement aux informations transmises par les inspecteurs de l'Administration civile. L'ancienne base de données avait de nombreuses failles qui découlaient en grande partie du fait que l'establishment préférerait ne pas savoir précisément ce qui se passait dans cette zone. La base de donnée de Spiegel contient des informations écrites étayées par des photos aériennes et des données obtenues par GIS (Geographic Information Systems), qui concernent le statut des terres et les limites officielles de chacune des colonies. Spiegel : "Le travail a pris deux ans et demi. Il a été effectué afin de vérifier le statut des colonies et des avant-postes, et de parvenir à la plus grande exactitude possible : statut de la terre, statut juridique, limites, plan de construction, décisions gouvernementales, terres dont la propriété est douteuse. Il s'agit d'un travail professionnel à plein temps, qui a requis des juristes et des experts en planification et en GIS. J'espère que ce travail se poursuivra, parce que c'est absolument vital. Il faut savoir ce qui se passe là-bas pour prendre des décisions en conséquence."

Q. Qui garde la trace de tout cela aujourd'hui ?

« Je suppose que c'est l'Administration civile. »

Q. Pourquoi n'existait-il pas de base de données comparable avant votre nomination ?

« J'ignore s'il y a eu un grand intérêt autour de cela. »

Q. Pourquoi, à votre avis, l'Etat ne publie-t-il pas ces informations ?

« C'est un sujet sensible et complexe, et il y a toutes sortes de considérations politiques et liées à la sécurité. Il y a eu des questions sur le droit du public à savoir, la loi de la liberté de l'information. Il faudrait s'adresser aux officiels chargés du dossier. »

Q. Quels sont ces sujets sensibles ?

« Ce n'est pas un secret qu'il y a eu des infractions, qu'il y a eu de problèmes liés à la terre, c'est un problème compliqué. »

Q. Y a-t-il aussi un problème pour l'image du pays ?

« Je ne m'occupe pas d'image. J'ai entrepris un travail de Sisyphe pour, avant toute chose, garantir qu'on sache ce qui existe, ce qui est légal et illégal, et le degré d'illégalité, que cela concerne la confiscation de terres palestiniennes ou le processus d'obtention des permis de construire. Notre travail a consisté en un recensement méticuleux de ce qui se passait dans les colonies et les avant-postes qui existaient alors. Nous avons trouvé ce que nous avons trouvé, et nous l'avons transmis. »

Q. Pensez-vous que ces informations doivent être publiées ?

« Je pense qu'ils ont déjà décidé d'en publier la partie la plus simple, qui concerne les zones de juridiction. Il y a des choses plus sensibles. Ce n'est pas un secret qu'il y a des problèmes. On ne peut pas faire quelque chose d'illégal et dire que c'est légal. Je ne peux pas m'étendre, car je suis toujours tenu à la confidentialité. »

Dror Etkes, ancien coordinateur de l'Observatoire de la colonisation de Shalom Arshav, et qui dirige actuellement le projet pour la défense des terres au sein de l'organisation Yesh Din : "Le refus persistant du gouvernement de révéler ces données sous prétexte de raisons de sécurité constitue un exemple supplémentaire de la manière dont l'Etat abuse de son autorité pour réduire l'information dont disposent ses citoyens. Ils veulent formuler des positions intelligentes fondées sur des faits et non sur des mensonges et des semi-vérités."

A la suite de ces premières révélations, le Mouvement pour la liberté de l'information et Shalom Arshav ont exigé du ministère de la défense qu'il publie cette base de données, en conformité avec la loi pour la liberté de l'information. Le ministère a refusé. "Il s'agit d'une base de données informatisée qui contient des informations détaillées et croisées sur les colonies juives en Judée et Samarie (Cisjordanie)", a répondu le ministère. "Les données ont été réunies par le ministère pour ses besoins propres et contiennent des informations sensibles. Il a été demandé au ministère de permettre d'accéder à ces données, en conformité avec la loi pour la liberté de l'information. Après avoir étudié cette demande, il a décidé de ne pas remettre ces informations. L'affaire est en cours et fait l'objet d'une procédure auprès du tribunal civil de Tel Aviv."

Ofra, Elon Moreh, Beit El

La base de données passe en revue chaque colonie par ordre alphabétique. Chaque entrée précise l'origine du nom de la colonie, sa forme (urbaine, village, conseil local, mochav, kibboutz), son affiliation à une organisation (Herout, Amana, Takam, etc.), le nombre d'habitants, les décisions gouvernementales qui l'ont concernée, l'organisme officiel auquel la terre a été remise, le statut juridique de la terre sur laquelle la colonie a été construite (terre d'Etat, terre privée palestinienne ou juive, etc., une revue des avant-postes illégaux situés à proximité, et dans quelle mesure les plans de construction validés ont été exécutés. Sous chaque entrée, soulignée en rouge, on trouve une information sur l'étendue de la construction effectuée sans autorisation et sa localisation exacte dans la colonie.

Parmi les révélations que contient cette base de données officielle, il est particulièrement fascinant de voir ce qui est écrit sur Ofra, une colonie de la première heure de Gush Emounim. D'après un récent rapport de B'Tselem, la plupart des zones développées des colonies sont situées sur des terres palestiniennes privées, et font ainsi partie de la catégorie des avant-postes illégaux destinés à être évacués. Le Conseil Yesha a réagi au rapport de B'Tselem en affirmant que les « faits » contenus dans le rapport étaient "totalement infondés et destinés à présenter une image biaisée. Les habitants d'Ofra font attention aux droits des propriétaires arabes, avec lesquels ils sont parvenus à un accord concernant la construction des quartiers ainsi qu'à un accord qui permet aux propriétaires privés de continuer à cultiver leurs terres."

Mais les informations sur Ofra contenues dans la base de données ne laissent planer aucun doute : "La colonie n'est pas conforme aux plans de construction validés. La plupart des bâtiments de la communauté se trouvent sur des terres privées enregistrées comme telles, sans aucune base juridique, et sans possibilité de les convertir en terres à usage non-privé." La base de données donne également une description détaillée des endroits où des constructions ont été effectuées sans permis : "La partie d'origine de la colonie comprend plus de 200 bâtiments résidentiels en dur, des bâtiments agricoles, publics, des lots, des routes et des serres, tous soumis à un plan maître mais non avancés pour cause de propriété douteuse." Après avoir mentionné la présence de 75 caravanes et d'abris provisoires situés dans cette colonie, la base de données mentionne le quartier de Ramat Tzvi, au sud de la colonie d'origine : "Il y a environ 200 bâtiments en dur ainsi que des lots en train d'être viabilisés en vue d'une future construction, le tout sur des terres privées." Danny Dayan, président de Yesha, réagit en disant : "Je ne suis pas au courant de ces informations."

Autre endroit où la base de données révèle des constructions illégales ; Elon Moreh, l'une des colonies les célèbres de Cisjordanie. En juin 1979, plusieurs habitants du village de Rujib, au sud-est de Naplouse, avaient saisi la Haute cour, lui demandant d'annuler le décret d'affectation de 5 000 dounam de terres qui leur appartenaient, destinés à bâtir dans la colonie. Devant la cour, le gouvernement argua du fait, comme il le faisait régulièrement à cette époque, que la construction de la colonie était nécessaire pour des raisons de sécurité. Mais dans une déclaration en faveur des requérants palestiniens, l'ancien chef d'état-major Haïm Bar-Lev affirma : "En tant que professionnel, mon analyse est qu'Elon Moreh ne contribue pas à la sécurité de l'Etat d'Israël."

La Haute cour, se fondant sur ce témoignage ainsi que sur ceux des premiers colons, qui affirmaient eux aussi qu'il ne s'agissait pas d'une colonie provisoire établie pour raisons de sécurité mais bien d'une colonie permanente, ordonna à l'armée d'évacuer la colonie et de rendre les terres à leurs propriétaires. La conséquence immédiate de cette décision fut de trouver un autre site pour la construction de la colonie, sur des terres préalablement définies comme « terres d'Etat ». A la suite de cette décision, Israël arrêta officiellement d'invoquer des raisons de sécurité pour établir de nouvelles colonies dans les territoires occupés.

Les terres qui avaient été confisquées pour y construire Elon Moreh furent rendues à leurs propriétaires palestiniens, mais selon la base de données, sur le nouveau site aussi, où la colonie fut construite, site nommé Har Kabir, "la plus grande partie de la construction a été effectuée sans permis ni plan détaillé, et certaines des constructions mordaient sur des terres privées. Quant aux terres d'Etat dans la colonie, un plan détaillé fut préparé et publié le 16 juillet 1999. Il n'est jamais entré en application."

Le conseil régional de Samarie, où se trouve Elon Moreh, a réagi en disant : "Tous les quartiers de la colonie ont été planifiés, et quelques-uns construits, par l'Etat d'Israël par l'intermédiaire du ministère du logement. Les habitants d'Elon Moreh n'ont commis aucune infraction, et toute allégation de ce type est totalement fautive. L'Etat d'Israël est responsable de la promotion et de l'approbation des plans de construction, dans la colonie comme partout ailleurs dans le pays. Quant aux plans qui n'auraient pas encore été validés, ce qui est le cas dans de nombreux villages partout en Israël où le processus peut durer des dizaines d'années, cela ne retarde pas l'exécution des plans, même s'ils ne sont pas finalisés."

Selon la base de données, Beit El, autre colonie ancienne, a été elle aussi établie sur des "terres privées saisies pour raisons militaires" (...) D'après des données officielles, la construction effectuée à Beit El en l'absence de plans comprend les bâtiments qui abritent les bureaux du conseil municipal et le "quartier nord (Beit El 2) qui a été bâti pour sa plus grande part sur des terres privées. Ce quartier comprend de très nombreux bâtiments publics et de nouvelles routes circulaires. Le quartier nord (entre Jabal Artis et l'ancienne partie de la colonie), comprend environ 20 immeubles résidentiels, des bâtiments publics (dont une école), 40 caravanes et une zone industrielle. La totalité de l'ensemble se situe sur des terres privées, et ne dispose d'aucun plan qui lui soit affecté."

Moshe Rosenbaum, qui préside le conseil local, réagit : "Malheureusement, vous coopérez avec les pires ennemis d'Israël et causez d'immenses dommages au pays tout entier."

« Un énorme bluff »

Ron Nahman, maire d'Ariel, a été réélu pour un sixième mandat aux dernières élections. Nahman habite depuis longtemps les territoires occupés et dirige une ville d'une hétérogénéité étonnante. Entre une visite à un site de caravanes qui abrite des évacués de Netzarim et un arrêt à un magasin qui vend du porc et d'autres produits non kasher, essentiellement à l'importante population russophone de la ville, Nahman se plaint de l'arrêt de la construction dans sa ville et des combats avec l'Administration civile pour chaque permis de construire.

Le Collège d'Ariel, orgueil de Nahman, figure lui aussi dans la base de données : "La zone sur laquelle le Collège d'Ariel a été construit ne suit aucune règle en termes de planification." Il y est expliqué plus bas que l'institution est située sur deux plots distincts, et que le nouveau plan n'a pas encore été débattu. Nahman confirme, mais affirme que le problème du plan vient d'être résolu.

Quand on lui dit que plusieurs dizaines de colonies comprennent des constructions sur des terres privées, il n'est pas surpris : "C'est possible", dit-il. Le fait que dans les trois quarts des colonies, il y a eu des constructions qui ont dévié des plans autorisés ne le surprend pas davantage : "Toutes les plaintes doivent être adressées au gouvernement, pas à nous. Les petites colonies ont été planifiées par l'administration de la construction rurale du ministère du logement. Les plus grandes sont planifiées par des bureaux du ministère. C'est le gouvernement tout entier. Parfois, c'est le ministère du logement qui prend en charge le budget, quand la construction est hors budget. Dans d'autres cas, l'Etat paie une partie des coûts de développement et le reste est à la charge des individus. Tout ça, c'est un énorme bluff. C'est moi qui ai planifié les colonies ? Non, c'est Sharon, Rabin, Golda, Dayan."

La base de données fournit des informations qui attestent une planification chaotique. Par exemple, une tentative de déterminer le statut de la terre de la colonie Argaman, dans la Vallée du Jourdain, a révélé que "la communauté était apparemment établie sur la base d'un décret de confiscation dont la localisation n'était pas précisée." Sur Mavo Horon, la base de données dit : "La colonie a été construite sans décision gouvernementale sur des terres pour la plupart privées, à l'intérieur d'une zone fermée dans l'enclave de Latroun. La zone a été affectée à la WZO (Organisation sioniste mondiale) à partir de 1995, cette affectation constituant un abus d'autorité, apparemment sur directive politique." Dans la colonie de Tekoa, des caravanes ont été louées à l'armée et installées en contradiction avec la désignation d'origine de la zone, et parfois en-dehors des limites géographiques du plan.

La plus grande partie de la Cisjordanie n'a pas été annexée à Israël. En conséquence, les règlements qui gouvernent l'établissement et la construction de villages diffèrent de ceux qui s'appliquent en Israël per se. Le rapport Sasson, qui traitait des avant-postes illégaux, se fondait en partie sur les données réunies par Spiegel, et listait les critères nécessaires à la création d'une nouvelle colonie en territoire occupé :

Le gouvernement israélien publie une décision de créer la colonie.

La colonie a une zone juridictionnelle définie.

La colonie a un plan détaillé et approuvé.

La colonie se situe sur une terre d'Etat ou sur une terre achetée par des Israéliens et enregistrée sous leur nom au cadastre.

Selon la base de données, l'Etat a donné à la WZO et/ou au ministère de la construction et du logement l'autorisation de planifier et de bâtir sur la plupart des territoires sur lesquels les colonies sont construites. Ces organismes ont alloué la terre à ceux qui ont fini par effectuer la construction dans la colonie. Parfois, il s'est agi du département colonisation de la WZO, d'autres fois du ministère de la construction et du logement. Dans plusieurs cas, des colonies ont été construites par Amana, le bras armé de la colonisation de Goush Emounim. Un autre organisme est cité pour avoir bénéficié de lots et de la responsabilité de la construction de colonies : le Fonds national des colons de Goush Emounim.

Talmud Torah

Des écoles, laïques ou religieuses (Talmudei Torah) ont été elles aussi construites sur des terres palestiniennes. D'après la base de données, dans la partie sud de la colonie d'Ateret, "15 bâtiments ont été construits en dehors des terres d'Etat, utilisés par la yeshiva Kinor David (« violon de David »). Il y a également de nouvelles routes de contournement et une zone spéciale de sécurité, illégale." Kinor David est le nom d'une yeshiva à filière musicale. Le signe à l'entrée indique que la yeshiva a été construite par Amana, le conseil régional et le département colonisation de la WZO.

Dans le cas de Michmash, il est également très clair qu'une partie de la colonie a été construite sur "des terres privées par le moyen de la fraude". Par exemple, "au centre de la colonie (près du portail d'entrée principal) se trouvent un quartier de caravanes qui sert de Talmud Torah et d'autres bâtiments (dont 30 caravanes) sur des terres privées."

Un après-midi d'hiver, une bande de gosses jouaient là, l'un d'entre eux portant un T-shirt où était écrit : « Nous ne pardonnerons pas et nous nous n'oublierons pas ». Pas d'enseignant alentour. Une jeune femme en pantalons conduisait son bébé chez le médecin et prit un moment pour bavarder. Elle avait déménagé là d'Ashkelon parce que les parents de son mari sont parmi les fondateurs de la colonie. Quand son fils aura suffisamment grandi pour entrer à la maternelle, elle ne l'enverra pas au Talmud Torah. Non pas parce que l'institution se trouve sur une terre privée, mais seulement parce que ce n'est pas le type d'éducation qu'elle souhaite pour lui : "Je ne pense pas qu'il y ait eu des constructions sur des terres privées par ici, mais je ne pense pas non plus qu'il devrait y en avoir."

Dans la colonie de Psagot, où il y a eu bon nombre de constructions sur des terres privées, il est facile de reconnaître le style en terrasses typique de l'agriculture palestinienne dans la région. Selon la base de données, il y a à Psagot "des bâtiments agricoles (un établissement vinicole et des entrepôts) à l'est de la colonie, proches des vignobles cultivés par les colons en fraude. ". Lors d'une visite, l'établissement vinicole était à l'abandon. Son propriétaire, Yaakov Berg a acquis la terre auprès de l'Administration israélienne des terres près de l'avant-poste de Migron, où un nouvel établissement vinicole et un centre touristique sont actuellement en construction.

"Les vignes sont situées à Psagot", dit Berg, occupé aux préparatifs du nouveau site. Depuis le point d'observation, on aperçoit une énorme carrière à flanc de montagne. "Si je construisais ici une salle de bain sans permis, j'aurais dans le quart d'heure un hélicoptère de l'Administration civile me disant que c'est interdit", se plaint-il. "Et ici même, il y a une carrière palestinienne légale qui continue à fonctionner."

Ce sont les politiques qui l'on fait

Kobi Bleich, porte-parole du ministère de la construction et du logement : "Le ministère participe au financement des coûts de développement des colonies dans la zone A, en conformité avec les décisions du gouvernement israélien. Les travaux de développement sont effectués par les conseils régionaux, et seulement après que le ministère s'est assuré que le nouveau quartier est bien inclus dans un plan d'urbanisation autorisé. Cela s'applique partout en Israël aussi bien qu'au-delà de la ligne Verte. Je souligne que les fonctionnaires du ministère sont chargés de faire appliquer la politique du gouvernement. Toutes les actions passées ont été faites en conformité avec les décisions du pouvoir politique."

Danny Poleg, porte-parole du district Judée-Samarie (Cisjordanie) de la police : "La question de la construction des bâtiments de police est de la responsabilité du ministère de la sécurité intérieure, toutes vos questions doivent lui être adressées."

Réaction du porte-parole du ministère de la sécurité intérieure : "La construction de commissariats de police est décidée par l'Administration des terres en coordination avec le ministère de la sécurité intérieure. Il n'y a pas de commissariat à Modi'n Illit, mais seulement un poste de réaction rapide pour les habitants, sur une terre allouée par l'autorité locale. La terre à Giv'at Ze'ev a été allouée par le conseil local et le commissariat se situe à l'intérieur de la municipalité. La route qui mène au QG de la police a été construite par le ministère de la construction et du logement. Sa maintenance est effectuée par le conseil local."

Avi Roeh, président du conseil régional de Mateh Binyamin (qui a sous sa juridiction les colonies d'Ofra, Kokhav Yaakov, Ateret, Ma'aleh Michmash et Psagot) : "Le conseil régional de Mateh Binyamin, comme les conseils voisins en Judée et Samarie (Cisjordanie), traite de décisions politiques concernant l'expansion des colonies. Néanmoins, cela n'exclut pas la nécessité de procédures de planification adéquates, de manière à développer les colonies de façon organisée et en accord avec la loi."

Pour toute réponse, la WZO a envoyé un épais livret, dont une copie avait déjà été envoyée à la procureure Talia Sasson à la suite de son rapport. (...)

L'Administration civile, la première dont la réaction a été demandée concernant la base de données, il y a plus d'un mois, n'a pas encore répondu.

02/02/

Uri Blau

<http://www.bilin-village.org/francais/articles/presse-et-medias-independants/Une-base-de-donnees-israelienne-secrete-revele-l-ampleur-de-la-colonisation-illegale>

3-2 Hamas : Son histoire de l'intérieur (15)

Dr. Azzam Tamimi

L'ouvrage *Hamas : Son histoire de l'intérieur* de Dr. Azzam Tamimi s'inscrit dans une volonté de montrer au monde la vision du mouvement du Hamas et d'expliquer ainsi son développement.

Le département français du Centre Palestinien d'Information (CPI) a donc jugé intéressant d'en présenter ici la traduction complète, diffusée régulièrement en de nombreuses parties.

Du prêche au djihad (4)

A ce moment, des rumeurs circulaient à Gaza disant que les Ikhwan achetaient des armes afin de les utiliser contre leurs opposants dans les autres factions palestiniennes. Les Ikhwan s'étaient déjà faits des ennemis puissants dans les rangs du Fatah et dans la gauche du mouvement nationaliste palestinien. Ces rumeurs trouvrèrent rapidement une crédibilité, à la base d'une tension qui se saisit alors de Gaza, suite à la dispute pour l'Université Islamique. Toutefois, le 15 avril 1984, une cour militaire israélienne trouva Sheikh Yassine coupable d'avoir comploté pour détruire l'Etat d'Israël et le condamna à treize ans d'emprisonnement. Ibrahim al-Maqadmah fut condamné à huit ans, qu'il passa en prison. Une figure-clé dans ce complot était Salah Shihadah, que la cour ne réussissait pas à accuser, car il ne voulait avouer. Néanmoins, les Israéliens continuèrent à suspecter son implication et il passa deux ans en détention administrative. Les autorités israéliennes purent se saisir de la moitié des armes que les Ikhwan avaient achetées et stockées. Cependant, l'autre moitié, achetée à travers le second réseau, qui n'avait pas été brisé, resta caché. Les armes furent en partie utilisées deux ans plus tard lorsque des actions militaires furent entreprises contre des collaborateurs d'Israël avant l'éruption de l'Intifada en 1987.

Moins d'un an plus tard, le 20 mai 1985, Sheikh Ahmad Yassine fut relâché de prison dans un échange de prisonniers négocié entre Israël et Ahmad Jibril, le leader du Front Populaire pour la Libération de la Palestine-Commandement Général (FPLP-CG). L'échange permit la libération de 1.150 Palestiniens en échange de trois soldats israéliens retenus par le FPLP. A l'époque, la perception générale était que ceci était le résultat d'une initiative personnelle prise par le sheikh, sans le consentement des autres leaders des Ikhwan. Dans des cercles des Ikhwan à travers la Palestine, le débat sur la valeur du combat armée continua. De nombreux leaders des Ikhwan, notamment en Cisjordanie, déclaraient que l'échec de la tentative de Sheikh Ahmad Yassine de monter une action militaire soutenait leur position maintenue depuis longtemps qu'il était futile de poursuivre cette voie. Il était tout simplement impossible de vaincre Israël par un effort de résistance locale, soutenaient-ils. Ceux qui s'opposaient à l'action indiquaient qu'Israël reçoit un soutien extensif des Etats-Unis et de l'Europe occidentale, et que les pays arabes frontaliers à la Palestine s'étaient révélés totalement inefficaces. Par conséquent, argumentaient-ils, un djihad contre Israël n'aurait pour résultat que la destruction des accomplissements du mouvement islamiste, sans la libération d'un seul pouce du territoire occupé.

Toutefois, à partir de 1982, comme un nombre croissant de jeunes recrues vinrent d'entre ceux qui poursuivaient leur éducation dans des universités cisjordanienne locales, deux groupes devinrent graduellement distincts. Le premier consistait en la génération de ceux qui avaient étudié en Jordanie dans les années 1970. Vers les années 1980, ceux-ci étaient devenus les leaders du mouvement et étaient toujours influencés par l'école de pensée qui prévalait en Jordanie, qui croyait en l'attente avec un genre de fatalisme messianique pour l'émergence de l'Etat islamique qui mènerait le djihad pour libérer la Palestine. Ceux qui étaient affiliés à l'école de pensée jordanienne étaient principalement les membres les plus âgés des Ikhwan. Le facteur âge, combiné au manque de contact avec les événements sur le terrain, les poussait à rester retranchés dans leur position d'attente pour voir ce qui se passera. Ils furent lents à reconnaître la menace qu'ils allaient perdre leur crédibilité en raison de leur inaction, et qu'ils allaient perdre des recrues en raison de l'énorme pression subie par les membres plus jeunes des Ikhwan. Alors que la plupart de ces disputes se faisaient pour l'exercice de l'autorité sur les campus, les étudiants nationalistes et de gauche profitaient de l'occasion pour provoquer les islamistes pour leur attitude considérée comme non-patriotique.

La seconde tendance comprenait les membres plus jeunes des Ikhwan, qui avaient reçu une éducation locale. Enflammés par la révolution iranienne et le djihad en Afghanistan, c'étaient ceux qui avaient été obligés d'interagir sur les campus avec les étudiants des tendances nationalistes et de gauche, débattant et se disputant même parfois avec eux. Les membres de ce groupe n'étaient pas contents d'attendre et leur patience s'était épuisée. Plus que toute autre chose, ces jeunes étaient consternés par l'écart entre la théorie et la pratique. Chez les Ikhwan, ils avaient appris que la mission du mouvement, du moment de son établissement par Hassan al-Banna en Egypte en 1928, était de combattre l'injustice, de résister à l'impérialisme, et de lancer le djihad pour libérer la Palestine. Devant leurs yeux, cependant, ils voyaient seulement le spectacle de l'inaction de leur mouvement. En même temps, le Jihad Islamique d'al-Shiqaqi prenait l'initiative d'accomplir le devoir du djihad, et remportait donc de la crédibilité et du respect, remportant aussi davantage de terrain à l'intérieur et à l'extérieur des universités. Il apparaissait à ces jeunes membres des Ikhwan que chaque groupe politique en Palestine avait épousé la cause du djihad, sauf la leur. Alors que le temps passait, la position des Ikhwan, qui continuait de décourager la participation à toute forme d'activités de protestation, devenait indéfendable. Les étudiants des Ikhwan ne pouvaient trouver de réponse à donner lorsqu'ils étaient brutalisés ou ridiculisés par leurs collègues des organisations nationalistes ou de gauche pour l'inaction du mouvement islamique. Pire encore était le sentiment qu'alors que les nationalistes et les hommes de gauche se battaient contre les Israéliens dans les rues des villes et camps de la Palestine, les islamistes « prenaient la route la plus sûre pour rentrer chez eux, où ils restaient à l'intérieur comme le harem ».

En dépit de son échec, toutefois, la tentative de Sheikh Yassine d'entreprendre une action militaire contre l'occupation réussit à stimuler le moral de la jeune génération des Ikhwan, et força un changement dans l'attitude et dans la politique. Certains des jeunes leaders émergents des Ikhwan en Cisjordanie étaient devenus convaincus du besoin de changement, et mirent fortement la pression pour cela. En plus d'être motivés par des facteurs locaux, ils étaient influencés par certains de leurs collègues qui étaient venus de la bande de Gaza pour étudier en Cisjordanie. Ceux-ci comportaient Isma'il Abu Shanab, qui étudiait à l'Université al-Najah. Les Ikhwan de Gaza avaient plus de volonté de lancer un combat contre les Israéliens : ils souffraient davantage de l'occupation et avaient moins été influencés par l'école de pensée jordanienne. La direction des Ikhwan donna finalement la permission d'affronter les Israéliens. En juin 1986, la faction islamique de l'Université de Birzeit annonça à partir des haut-parleurs du campus qu'un rassemblement pour protester contre les atrocités israéliennes avait été organisé et que tous les étudiants étaient appelés à s'y joindre. Le rassemblement fut réprimé par des soldats israéliens, avec vingt-deux victimes dont deux morts, donnant au mouvement islamique des martyrs dont il pouvait être fier et qu'il pouvait revendiquer.

Ceci n'était que le début du déluge. Dès lors, les membres des Ikhwan n'étaient plus qu'autorisés, mais aussi encouragés à prendre part ou à organiser des manifestations contre l'occupation. Quelques années plus tard, les leaders estudiantins qui avaient réussi à forcer ce changement de politique furent diplômés, assumant diverses responsabilités dans la direction au sein du mouvement islamique à partir de la fin des années 1980.

En application des résolutions de la conférence d'Amman de 1983, les Ikhwan palestiniens du Koweït, de Jordanie et d'Arabie Saoudite dessinèrent un plan global pour un soutien financier, politique et logistique. A cette époque, des islamistes palestiniens de la Palestine, de la Jordanie, du Koweït, d'Arabie Saoudite et d'autres Etats du Golfe qui étudiaient au Royaume-Uni et aux Etats-Unis avaient mis en place diverses associations islamiques en aide à la Palestine. Les tâches volontaires de ces associations incluaient le don d'une assistance aux étudiants palestiniens, rendant toute ressource possible à laquelle ils avaient accès disponible à leurs frères en Palestine. Ils établirent des réseaux de communications sûrs, efficaces et en état de fonctionner, entre la Palestine et le monde extérieur, mirent en place des associations caritatives, publièrent des journaux et des livres, et formèrent des équipes de spécialistes. Tous fournirent une assistance de valeur inestimable au mouvement islamique palestinien. A la fin de l'an 1985, le Comité de la Palestine établit un corps spécialisé, appelé Jihaz Filastin (l'appareil de la Palestine), responsable de la coordination des activités des diverses institutions fondées à travers le monde par les Ikhwan palestiniens et surveillant la création d'autres institutions qui pourraient être nécessaires. Ce "Jihaz" était le noyau duquel se développa le réseau global qui fournit plus tard le soutien logistique au Hamas. Trois des figures centrales du Jihaz allaient devenir d'éminents leaders du Hamas dans les années 1990. Le premier était Khaled Meshaal, qui vivait au Koweït. Moussa Abu Marzouq s'était déplacé aux Etats-Unis pour poursuivre ses études supérieures avant de retourner dans la bande de Gaza pour travailler à l'Université Islamique, dont il était un membre fondateur du conseil. Le troisième, Ibrahim Ghosheh, devint le

premier porte-parole officiel du Hamas à l'extérieur de la Palestine, faisant des allers-retours entre le Koweït et la Jordanie jusqu'à l'invasion du Koweït par Saddam Hussein en août 1990.

Entre-temps, Sheikh Ahmad Yassine et son proche groupe continuaient leurs activités. En plus, le sheikh disait à ce stade qu'il avait appris de la récente expérience du mouvement qu'il était trop tôt pour penser à une action militaire et que davantage de travail était encore nécessaire dans le domaine de la *tarbiyah* (éducation et formation). En privé, il poussait à la reconstruction de l'appareil militaire qui avait été inauguré avant son emprisonnement, fixant le 17 novembre 1987 comme date de lancement de la campagne de djihad. Il chargea Salah Shihadah de former une nouvelle organisation, connue sous le nom d'al-Mujahidun al-Filastiniyun (les moudjahidin palestiniens). La principale mission de cette organisation militaire était d'attaquer les soldats israéliens et les colons juifs dans la bande de Gaza. Il chargea aussi Yahya al-Sinwar et Rawhi Mushtaha de former une organisation sécuritaire qui allait s'appeler Majd (gloire), dont la tâche majeure était d'attraper, de poursuivre et d'exécuter les collaborateurs palestiniens travaillant avec Israël. Aucune organisation n'accomplit grand-chose avant l'éruption de l'Intifada, en dépit de quelques tentatives qui se terminèrent en échec ou qui ne firent pas remarqués.

Dans ce temps précédant l'Intifada, le Jihad Islamique captiva l'imagination des Palestiniens et attira l'attention des observateurs extérieurs avec une succession d'actions audacieuses contre les Israéliens. Le 15 mai 1987, six de ses membres s'échappèrent de la Prison Centrale de Gaza. Le 2 août 1987, un membre du Jihad Islamique assassina le capitaine Ron Tal, commandant de la police militaire dans la bande de Gaza, dans sa voiture, dans la route principale de la ville de Gaza. Le 6 octobre 1987, quatre membres du Jihad Islamique ouvrirent le feu sur une patrouille de l'armée israélienne dans le quartier d'al-Shuja'iyah de la ville de Gaza, tuant un soldat israélien avec la perte d'un de leurs combattants. De manière générale, toutefois, bien qu'il y ait eu des moments de défi courageux, il y avait aussi des moments de terrible désespoir, alors qu'un nuage de profonde tension planait au-dessus de la bande de Gaza et de la Cisjordanie. La population sous occupation se sentait abandonnée et assiégée, plus que jamais auparavant. Les sentiments d'anxiété étaient mélangés avec les sentiments d'espoir. On ressentait de l'inquiétude dans l'atmosphère, comme si quelque changement était en cours, bien que personne ne sût ce que c'était ou ne pût dire si cela allait être bien ou mauvais. Certains se résignaient à leur destin, ressentant que rien de pire ne pouvait arriver que ce qui se qui avait déjà lieu. D'autres anticipaient une énorme explosion. Il ne fallut pas longtemps avant qu'il fût prouvé que ces derniers avaient raison.

Fin du second chapitre

Traduction du Centre Palestinien d'Information (CPI)

<http://www.alterinfo.net/Hamas-Son-histoire-de-l-interieur-15- a29357.html>

Mardi 03 Février 2009

3-3 Le russophone Avigdor Lieberman devient un acteur incontournable de la scène politique.

PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Le parti russophone et nationaliste « Yisrael Beiteinu » a été créé par des originaires d'ex-URSS. Avigdor Lieberman, personnage politique qui ne laisse personne indifférent, en est le chef. Lorsque les Israéliens iront à nouveau aux urnes le 10 février pour élire les 120 députés de la Knesset, le parti russophone « Yisrael Beiteinu » pourrait créer une petite surprise. Il accroîtrait sa présence de quelques députés : il est en effet crédité d'une quinzaine de sièges contre 11 dans la présente législature.

Quoi que nous puissions penser de l'extérieur d'Israël, l'intervention musclée à Gaza aura laissé sur le carreau les membres du gouvernement qui briguent les suffrages de la prochaine élection.

Le Kadima (centre droit) de la ministre des Affaires étrangères, Tzipi Livni, accuse un retard. Le parti travailliste d'Ehud Barak peine à se détacher dans les sondages. L'ancien ministre des Finances, Benjamin Netanyahu, chef du Likoud, serait celui qui récolterait les fruits de l'offensive israélienne dans la bande de Gaza.

Le Likoud de Benjamin Netanyahu et le parti « Yisrael Beiteinu » d'Avigdor Lieberman semblent rencontrer la faveur populaire. Le Likoud peut espérer accroître sa représentation à la Knesset en faisant élire 34 députés, alors qu'il n'a fait élire, aux dernières élections, que 12 sièges sur 120. Le parti laïc d'Avigdor Lieberman pourrait faire élire 16 députés, soit cinq de plus qu'aux dernières élections.

Le Kadima a été marqué par les scandales du Premier ministre Ehud Olmert. Olmert n'est ni le premier ni le dernier à être visé par la justice israélienne. M. Avigdor Lieberman fait l'objet également d'une enquête policière. Sept proches du président Lieberman, dont sa fille Mikhal et son avocat, Me Yoav Méni, ont été interrogés par la police. À l'époque où il était ministre, monsieur Lieberman aurait continué à percevoir des fonds par l'intermédiaire d'une société dirigée par sa fille. Les sommes en cause sont particulièrement élevées : 2,16 millions d'euros en provenance de l'étranger. Et les accusations en sont conséquentes : blanchiment de fonds, malversations et abus de confiance.

En 1999, Avigdor Lieberman avait fait l'objet d'une enquête pour fraude fiscale. Cette fois-ci, les enquêtes pourraient rendre Lieberman inapte à occuper des fonctions ministérielles, telles que la Justice, les Finances ou la Sécurité intérieure, au sein d'un gouvernement dirigé par Benjamin Netanyahu. Ce qui rendrait plus complexe la mise en place d'alliances stratégiques avec des tiers partis pour le futur premier ministre. Lieberman a, de 1996 à 1999, occupé la fonction de chef de cabinet de Netanyahou lorsque celui-ci était Premier ministre.

Parce que Benjamin Netanyahu entend exclure Kadima de son gouvernement. En cas de défaite, Tzipi Livni ne serait donc plus assurée d'occuper une fonction ministérielle au sein d'un cabinet dirigé par le Likoud. « Les gens comprendront que c'est un parti qui n'a pas lieu d'exister. Seul le pouvoir les unit. Il n'y a aucun ciment à Kadima. Sans le pouvoir, ils n'existent pas », aurait confié Netanyahu à des membres de son équipe de campagne. En contrepartie, le candidat au poste de premier ministre aurait promis au ministre de la Défense, Ehud Barak, chef du parti travailliste, d'occuper le même poste.

Tzipi Livni a beau donner une image de « dame de fer », la population israélienne ne parvient pas à lui faire confiance. La « dame de fer » ne rassure personne, semble-t-il. Elle subit les contrecoups de la campagne électorale de Benjamin Netanyahu qui martèle, à qui veut l'entendre, que « l'opération à Gaza s'est achevée trop tôt ». Nonobstant le fait que l'équipe de Barack Obama, composée de Joe Biden, d'Hilary Clinton, de Ram Emanuel ou de Dan Kartzner, soit considérée comme proche de l'État hébreu, l'électorat pourrait rechercher une personnalité qui saura tenir quand même tête aux États-Unis et protéger les acquis d'Israël : il semblerait que le mieux qualifié pour tenir tête aux pressions de l'Oncle Sam est celui-là même qui a fait avorter les accords d'Oslo en 1993.

Le discours de Benjamin Netanyahu, concernant la question palestinienne, est simple. Il faut terminer le travail à Gaza et frapper le territoire avec un poing de fer. Avigdor Liberman ne donne pas dans la dentelle, lui non plus. C'est ce même Liberman qui déclarait, à propos de Gaza : « Nous devons combattre le Hamas comme les États-Unis ont combattu les Japonais pendant la Deuxième Guerre mondiale ». Le député d'extrême-droite ajoutait : « La conquête du Japon alors n'avait pas été nécessaire ». Il convient de rappeler qu'Avigdor Liberman a été ancien ministre des Affaires stratégiques dans le gouvernement d'Ehud Olmert. Le quotidien Maariv titrait à la une : « Vers un gouvernement Netanyahu-Lieberman ».

Ehud Olmert, Mahmoud Abbas et les équipes de négociateurs avaient décidé, en juin dernier, de préparer un document faisant état des progrès et divergences dans les négociations de paix. Si les deux parties étaient parvenues à des accords sur des questions secondaires, il existait néanmoins des « divergences importantes » sur les questions centrales, comme Jérusalem et les frontières. Les députés de droite, furieux de cette ouverture d'Ehud Olmert, l'ont accusé de vouloir détourner l'attention de l'enquête qui le visait dans une affaire de malversations financières. Et c'est le même Lieberman, aujourd'hui interrogé par la police, qui déclarait : « Il s'agit d'une manœuvre pour sa propre survie politique ». Il promettait dès lors que le prochain gouvernement ne reconnaîtra pas ce document.

Aujourd'hui, dans le cadre de la prochaine campagne électorale en Israël, Avigdor Liberman a engagé une bataille juridique pour empêcher le parti arabe « Balad » de se présenter aux prochaines élections. La Commission Centrale Électorale de la Knesset, composée justement d'Avigdor Lieberman, avait, le 12 janvier dernier, voté en faveur d'une motion présentée par deux partis d'extrême droite, « Yisrael Beiteinu » et l'Union nationale-Parti national religieux, interdisant la participation de deux partis politiques arabes, « Balad » et « Ra'am-Taal », aux élections législatives du 10 février. Vingt-six membres de cette commission avaient voté pour, 3 s'étaient opposés et un membre s'était abstenu. La Cour Suprême d'Israël a renversé cette décision et autorisé, le 21 janvier dernier, les deux partis arabes, « Balad » et « Ra'am-Taal », de présenter des candidats aux élections législatives du 10 février prochain. En 2003, la même Commission Centrale Électorale de la Knesset avait disqualifié le parti « Balad », mais la décision avait aussi été rejetée par la Cour Suprême. Pour les plaignants, un parti qui soutient la lutte armée des ennemis d'Israël n'a manifestement pas sa place au parlement israélien. Avigdor Lieberman, qui préconise également la déportation des Palestiniens, arguait que les initiatives et les discours du parti arabe allaient à l'encontre des intérêts de l'État juif. Les partis en cause sont en effet représentés actuellement à la Knesset par sept députés.

Guysen News International rapporte que, pour Jamal Zahalka, du Parti Balad, « c'est un paradoxe qu'Avigdor Lieberman qui représente la droite ultra-nationaliste et qui déverse quotidiennement sa haine, peut se présenter au Parlement alors que nous demandons l'égalité pour tous les citoyens. Mais ceci n'est pas une vraie démocratie, on nous empêche de nous présenter au Parlement ». Au moment où la Cour suprême avait été saisie du dossier, Avigdor Lieberman avait déclaré : « La question est de savoir si ces partis soutiennent le terrorisme, et j'espère que la Cour suprême respectera la décision prise par la commission électorale, ces organisations terroristes doivent être mises dehors ».

Comme le rappelait RFI, le 13 janvier dernier, la ministre des Affaires étrangères, Tzipi Livni, avait, il y a quelques semaines, affirmé elle-même que le million et demi d'Arabes israéliens devraient être expulsés d'Israël et réinstallés dans les territoires palestiniens. Les Arabes représentent 20% des 7,4 millions d'Israéliens et disposent de 10 députés sur 120 au sein du Parlement sortant.

AP
3/2

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19